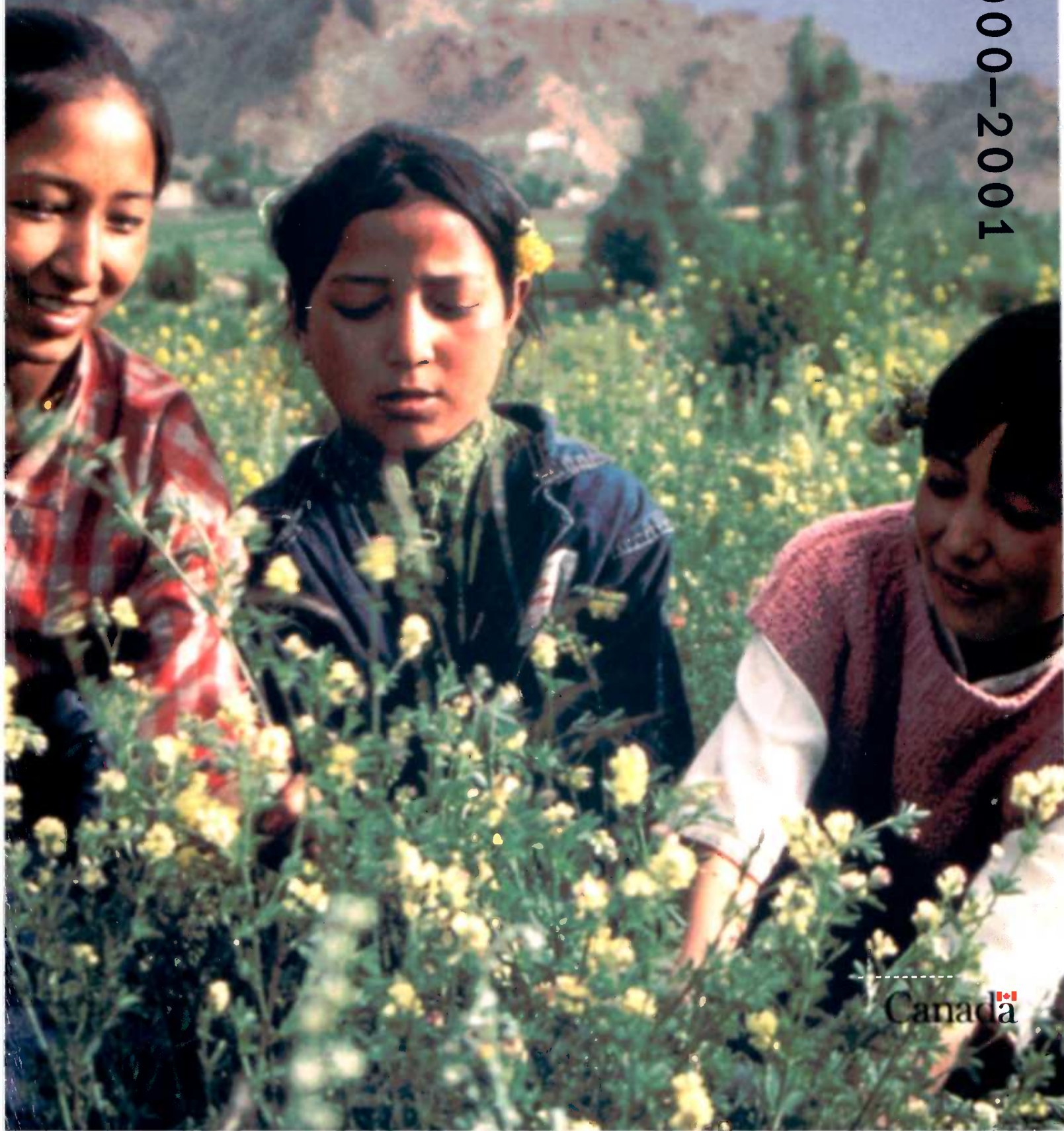


CRDI Rapport annuel

2000-2001



Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État créée par le Parlement du Canada en 1970 pour aider les pays en développement à trouver, par la recherche scientifique et l'utilisation du savoir, des solutions viables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face. L'appui du CRDI sert en particulier à consolider la capacité de recherche indigène afin d'appuyer les politiques et les technologies susceptibles de contribuer à l'édification, dans les pays du Sud, de sociétés plus saines, plus équitables et plus prospères.

© Centre de recherches pour le développement international 2001

La Bibliothèque nationale du Canada a catalogué cette publication de la façon suivante :

Centre de recherches pour le développement international (Canada)
Rapport annuel CRDI 2000-2001

Annuel

1970/71-

Texte en français et en anglais.

Titre de la page de titre addit. :

IDRC Annual Report 2000-2001

ISSN 0704-7584

ISBN 0-88936-975-5

1. Assistance technique canadienne — Périodiques.

2. Aide économique canadienne — Périodiques.

I. Titre.

HC60

338.91'71'01754

C75-743379F

Pour éviter d'alourdir le texte et sans aucune intention discriminatoire, nous employons le masculin comme genre neutre pour désigner à la fois les femmes et les hommes. Le rapport est entièrement imprimé sur du papier recyclé et l'encre est d'origine végétale. Pour réduire les frais d'impression, le nombre d'exemplaires est limité ; on trouvera cependant la version intégrale du rapport sur le site Web du CRDI à <http://www.idrc.ca/library/document/annual/ra00-01/>. Une édition micro-fiche est aussi offerte sur demande. Vous pouvez avoir accès à une version électronique des documents cités dans le rapport en faisant parvenir un courriel à www4mail@web.bellnet.org, portant uniquement la mention suivante dans le corps du texte : « GET [http:// ...](http://...) » (inscrire au long l'adresse URL requise).

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Dawn Agno, p. 31

J.M. Carisse, Bureau du premier ministre, p. 9

LEAD International, p. 32 (haut)

Mike Pinder, p. 12 (bas)

Photos de l'ACDI

Brian Atkinson, p. 15

ACDI, p. 13 (haut)

Roger Lemoyne, p. 30

Bill Lyons, p. 28

Pat Morrow, couverture

Bruce Paton, p. 4

Pierre St-Jacques, p. 22

Ron Watts, p. 29

Photos du CRDI

David Barbour, pp. 10 (haut), 26, 27 (haut), 38

Peter Bennett, pp. 18, 24 (bas), 25, 34, 35, 37

Stephanie Colvey, pp. 11, 46

Kevin Conway, pp. 14, 33

CRDI, pp. 2, 12 (haut), 13, 19, 23

C. Mayo, p. 27 (bas)

Neil McKee, pp. 7, 36

Jennifer Pepall, p. 24 (haut)

C. Sander, p. 32 (bas)

Ronnie Vernooy, p. 10 (bas)

TABLE DES MATIÈRES

- 2 Le message du président du Conseil des gouverneurs

LE CRDI

- 5 Le CRDI en un clin d'œil
Ce que nous sommes et ce que nous faisons
- 8 Les programmes
Les domaines de programme, les initiatives, les secrétariats
- 9 Le survol de l'année
L'essentiel sur l'institution, ses programmes et ses opérations

1

LES PARTENARIATS, SIGNES DE PROGRÈS

- 19 Le message de la présidente
Une collaboration sous le signe de la découverte mutuelle et de la gratification réciproque
- 22 En parfaite intelligence avec les bénéficiaires
Les avantages de la collaboration
- 26 L'alliance avec d'autres donateurs
Exploiter les forces de chacun
- 30 Le Canada et le Sud dans une aventure commune
La nécessaire réciprocité en matière de recherche
- 34 Les chercheurs du Sud unissent leurs forces
S'entendre pour préparer l'avenir

LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

- 39 La gouvernance
Le rôle et les responsabilités du Conseil des gouverneurs
Le Conseil des gouverneurs et le Comité de la haute direction
- 45 Coordonnées du CRDI
Toutes nos coordonnées au Canada, à l'étranger et dans le cyberspace
- 46 Le rapport financier

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le CRDI a célébré son 30^e anniversaire en octobre 2000. La loi qui présidait à sa création donnait au CRDI une grande indépendance et un vaste mandat puisqu'il devait : « lancer, encourager, appuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions. »

En 1970, le crédit parlementaire accordé au Centre par le Parlement du Canada s'élevait à 5 millions \$. En 2000-2001, elle se chiffrait à 88,6 millions \$ et permettait d'appuyer environ 900 projets de recherche. Au cours de ses trois décennies d'existence, le Centre a financé près de 6 500 projets dans 122 pays et formé des milliers de chercheurs dans le Sud. La recherche parrainée par le CRDI a influé sur les politiques nationales, en particulier dans les domaines de l'environnement, de la santé et de l'aménagement urbain. L'aide du CRDI a en outre favorisé la mise au point de technologies novatrices et efficaces.



2

À plusieurs occasions durant ces trente années, le CRDI a décidé de réévaluer ses fonctions et de s'interroger sur les meilleurs moyens de s'acquitter de ses responsabilités légales. Ces analyses ont donné lieu à des changements de politiques et de structure destinés à garder au Centre sa pertinence, à améliorer sa faculté d'adaptation et à accroître son efficacité. Aussi en 1999 le Centre a-t-il adopté un Plan quinquennal (2000-2005) qui détermine trois grands axes de recherche pour les projets qu'il appuie : environnement et gestion des ressources naturelles; technologies de l'information et de la communication au service du développement; équité sociale et économique. L'année qui vient de s'écouler a été la première de la mise en œuvre de ce plan.

Si la volonté et la capacité de s'adapter ont été indispensables à l'efficacité du CRDI, son Conseil des gouverneurs l'a été tout autant. Dans son Rapport de décembre 2000 à la Chambre des communes sur la régie des sociétés d'État, rendu public en février 2001, le vérificateur général du Canada a fait remarquer que bon nombre de conseils d'administration « ne possèdent pas les compétences ni les capacités essentielles pour fonctionner efficacement et pour s'acquitter de leurs responsabilités ». Ce n'est pas le cas de celui du CRDI.

Le Conseil des gouverneurs du CRDI se distingue de celui des autres sociétés par sa dimension internationale. La *Loi sur le CRDI* exige que, des 21 gouverneurs, seuls le président, le vice-président et neuf autres membres soient des citoyens canadiens. Présentement, le Conseil compte, pour sa représentation internationale, sur la présence de huit gouverneurs provenant de pays en développement et un des États-Unis, nommés en raison de leur intérêt et de leur expérience des questions de développement. Le leadership et l'optique particuliers des gouverneurs de pays étrangers aident à conserver aux programmes du Centre une orientation appropriée au monde en développement tout en les situant dans un contexte international plus vaste.

Les membres canadiens du Conseil des gouverneurs, nommés en fonction de leur réputation personnelle, apportent, outre leur créativité et leur dévouement, une variété de points de vue représentant la vaste diversité des Canadiens. La composition du Conseil est un reflet fidèle de la philosophie du CRDI, qui consiste à inciter des gens de différentes nationalités, dont le bagage est fort divers, à travailler en collaboration et à profiter de leur expérience mutuelle. À cet égard, la représentativité des femmes au sein du Conseil est digne de mention : elles forment 40 p. 100 du Conseil actuel du Centre. En moyenne, les

femmes occupent 30 p. 100 des postes de direction des sociétés d'État et 10 p. 100 seulement dans les autres secteurs.

Le vérificateur général souligne dans son rapport 2000 que la gestion des sociétés d'État s'est améliorée depuis la modification de la *Loi sur la gestion des finances publiques* en 1984. Le Conseil des gouverneurs du CRDI continue de surveiller de près son mode de fonctionnement et s'efforce d'accroître son efficacité en raffinant les pratiques et politiques qui régissent l'institution. En outre, il fait siennes les recommandations énoncées par le Bureau du vérificateur général dans son examen annuel des états financiers du Centre. Les rapports de vérification annuels du vérificateur général indiquent que les comptes du CRDI sont en ordre.

Au cours de la dernière année, le Conseil s'est occupé de plusieurs dossiers à la suite d'une étude opérationnelle portant sur l'activité des bureaux régionaux du CRDI, le lieu d'où se feront l'administration et la gestion financière des projets, la bibliothèque du CRDI et les Éditions du CRDI qui veillent à la production des publications du Centre. Cette étude a été menée en 2000 en raison du déclin constant, depuis plusieurs années, des ressources de base en termes réels.

Lors de sa réunion de mars 2001, le Conseil a approuvé une résolution visant à modifier la prestation des programmes du Centre en Afrique australe. Le CRDI continuera comme par le passé d'appuyer la recherche dans la région et en Afrique du Sud en particulier, mais le bureau de Johannesburg réduira progressivement ses activités sur une période de six mois. Les programmes administrés présentement par ce bureau seront soit transférés à d'autres établissements d'Afrique du Sud, soit gérés par le Bureau régional de l'Afrique orientale et australe, situé à Nairobi, au Kenya. Le Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes, à Montevideo, réduira lui aussi ses activités, qui seront dorénavant centrées sur le Cône Sud et les Andes. Dans la mesure du possible, les programmes destinés à la partie septentrionale de l'Amérique latine et des Caraïbes seront administrés depuis Ottawa. Les sommes économisées par suite de ces mesures iront à des établissements de recherche du Sud.

Malgré ces changements, il y a une constante dans la vie du CRDI : l'importance qu'il accorde à la collaboration dans le développement. En témoignent les nombreux réseaux de recherche qui naissent dans le Sud pour relier cet hémisphère au Nord tout comme les démarches du Centre pour inciter les donateurs aux visées semblables à appuyer la recherche dans les pays en développement. Cela se traduit aussi dans le soutien qu'il apporte à la recherche participative et pluridisciplinaire, axée sur la participation de toutes les parties intéressées à trouver des solutions aux problèmes de développement, des membres de la collectivité jusqu'aux décideurs. Et c'est une conception à laquelle le personnel et le Conseil des gouverneurs du CRDI adhèrent sans réserve.

Le président du Conseil des gouverneurs,
Gordon S. Smith

LE CRDI



LE CRDI EN UN CLIN D'ŒIL

⌘ Le principe qui a présidé à la création du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est à la fois d'une décevante simplicité et extrêmement novateur : le développement d'un pays dépend de la capacité de ses citoyens de faire face à leurs problèmes sociaux, économiques et environnementaux. Les parlementaires qui ont adopté la **Loi sur le CRDI** en 1970 songeaient à l'établissement d'un organisme canadien pour aider les pays du Sud à créer cette capacité. Aux termes de la loi, la société d'État devait « lancer, encourager, appuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions ». Au cours des trente dernières années, le CRDI a appuyé des chercheurs du Sud et du Nord en quête de moyens d'édifier des sociétés plus saines, plus équitables et plus prospères.

⌘ Le Centre a adopté une démarche pluridisciplinaire. Le personnel du CRDI, qui regroupe une grande variété de spécialistes, travaille en équipe dans le cadre d'**initiatives de programme**. Avec les chercheurs des pays en développement, ils cernent les problèmes et mettent en commun les forces que constituent leurs diverses disciplines pour y trouver des solutions. Par l'entremise des **secrétariats internationaux**, le CRDI met en contact divers organismes donateurs afin qu'ils élaborent ensemble des programmes de recherche et en partagent les coûts. Les secrétariats ont les moyens d'entreprendre des recherches plus ambitieuses que celles que le Centre seul (ou tout autre donateur à titre individuel) serait en mesure d'appuyer. Bien qu'ils logent au CRDI, des comités directeurs indépendants surveillent leurs activités et l'orientation de leurs recherches.

Outre ses initiatives de programme et les secrétariats, le CRDI a mis sur pied plusieurs **projets d'envergure** afin de répondre à des besoins spéciaux ou de saisir des occasions particulières. Ces projets ne correspondent pas nécessairement aux normes habituelles du Centre en matière de financement. Par exemple, le CRDI appuie la participation du Canada au processus de paix au Moyen-Orient en administrant le Fonds pour les services d'experts et de consultation mis sur pied par le ministère des Affaires étrangères et l'Agence canadienne de développement international.

⌘ Le mandat, le statut et les objectifs du CRDI lui sont particuliers et diffèrent de ceux de l'**Agence canadienne de développement international (ACDI)**. Bien que les deux organismes se vouent à la promotion du développement durable et équitable, l'ACDI s'occupe surtout des aspects pratiques du développement durable. Elle a établi six domaines prioritaires : les besoins humains fondamentaux; l'égalité des sexes; les services d'infrastructure; les droits de la personne, la démocratie et la saine gouvernance; l'essor du secteur privé; et l'environnement. Puisqu'elle administre, au nom du gouvernement fédéral, la majorité des composantes du Programme d'aide publique au développement du Canada, l'ACDI dispense aussi de l'aide humanitaire. Le CRDI, en revanche, finance la recherche. Il accorde son appui principalement aux chercheurs et aux établissements de recherche du Sud. Les pays en développement peuvent ainsi produire les outils et les compétences dont ils ont besoin pour résoudre eux-mêmes les problèmes auxquels ils font face. Néanmoins, les travaux de l'ACDI et du CRDI se complètent. De fait, l'ACDI fournit souvent des fonds afin de mettre en œuvre les résultats de recherches financées par le CRDI.

- ⌘ Lorsque le Parlement du Canada a créé le CRDI, il lui a octroyé un **statut particulier**. Le Centre n'est pas un « mandataire de Sa Majesté ». À l'instar de la Banque du Canada et de la Société Radio-Canada, le CRDI est exempté des dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques* applicables aux sociétés d'État. Mais il n'a pas carte blanche pour autant. Comme tout autre ministère ou organisme fédéral, le CRDI doit suivre les règles de gestion financière énoncées dans la loi. Le Centre est aussi tenu de rendre compte au Parlement et il se soumet chaque année à l'examen du vérificateur général du Canada. Toutefois, son statut particulier lui laisse la marge de manœuvre voulue pour tisser des liens et faire avancer la cause du Canada, même lorsque des considérations d'ordre politique empêchent le gouvernement d'intervenir officiellement.
- ⌘ Le financement du CRDI provient principalement des **crédits annuels** que lui accorde le Parlement. Néanmoins, le Centre diversifie ses sources de financement comme l'y autorise la *Loi sur le CRDI*. Étant donné sa réputation internationale et l'excellence des réseaux qu'il a établis au cours des trente dernières années, la perspective d'entreprendre des initiatives conjointes, par l'entremise des secrétariats internationaux, est particulièrement intéressante pour les autres organismes donateurs.
- ⌘ De plus en plus, le CRDI finance la **recherche axée sur la modification des politiques**, c'est-à-dire les projets susceptibles d'influer sur les politiques nationales. Pour que se réalise la vision dont fait état la *Loi sur le CRDI*, les pays en développement, tout comme les organisations de la société civile, doivent disposer d'un cadre d'action afin de traiter et de discuter ouvertement de questions complexes liées à l'environnement, aux sciences et à la technologie ou à l'économie, par exemple. Le CRDI en offre l'occasion à une masse critique de gens qualifiés qui peuvent étayer les dossiers devant permettre de faire des choix politiques judicieux et favoriser le débat public qui entoure l'élaboration de politiques.
- ⌘ Le CRDI continue d'influencer la façon dont la recherche se fait dans les pays en développement. Il privilégie une **démarche pluridisciplinaire, participative**, qui tient compte de la sexospécificité (c'est-à-dire des inégalités entre les hommes et les femmes). Cette méthode globale assure que la recherche répond vraiment aux besoins des populations locales. De plus en plus, les chercheurs du Sud, qui l'ont mise en pratique et en ont retiré les bienfaits, adoptent cette méthode.
- ⌘ Les Canadiens estiment qu'il faut aider ceux qui, chez nous et à l'étranger, ont besoin de soutien, pour diverses raisons. Ils reconnaissent que le meilleur moyen de leur venir en aide est d'appuyer les efforts qu'ils font pour atteindre l'**autonomie**. En outre, étant donné l'interdépendance croissante des nations, les Canadiens savent qu'un environnement sain et durable profitera à la planète tout entière et qu'il est dans notre intérêt d'y contribuer.
- ⌘ Les travaux du CRDI contribuent à asseoir la **réputation du Canada dans le monde**. Partie prenante aux affaires étrangères du Canada, le Centre apporte directement son concours au Programme d'aide publique au développement, lequel a pour objectif « de soutenir le développement durable dans les pays en développement, afin de réduire la pauvreté et de contribuer à créer un monde sûr, équitable et prospère ». Et, en finançant la recherche au service du développement, c'est précisément ce que fait le CRDI.

Une institution unique

Plusieurs caractéristiques décrivent et distinguent l'approche privilégiée par le CRDI. Voici les principales :

- # D'abord et avant tout, favoriser et appuyer la recherche dans le Sud.
- # Insister sur la nécessité de renforcer les capacités de recherche, définies principalement en fonction des ressources humaines.
- # Transférer les responsabilités de la gestion et de l'administration de la recherche à des établissements du Sud.
- # Cultiver la souplesse intellectuelle et la volonté de courir des risques et de tenter des expériences.
- # Inclure les considérations sexospécifiques dans les analyses et les programmes de recherche.
- # Adapter l'aide aux différents pays en tenant compte de leurs besoins, de leurs ressources et de leurs aspirations.
- # Mettre au premier plan la nécessité de former des partenariats de collaboration entre les établissements canadiens et les institutions du Sud.
- # Concentrer les efforts sur la formation de partenariats avec d'autres donateurs afin de tirer parti des forces comparatives en présence.
- # S'engager à encourager le réseautage de communautés de chercheurs et y faire une place dans la structure des initiatives de programme du CRDI.
- # S'efforcer d'aider les chercheurs à obtenir et à diffuser eux-mêmes l'information.
- # Assurer une présence sur le terrain dans les quatre grandes régions en développement.
- # Améliorer constamment l'efficacité opérationnelle du Centre afin de maximiser l'aide à la recherche dans les pays en développement.
- # Faire valoir l'évaluation comme instrument de planification, d'apprentissage et de gestion.
- # S'efforcer de faire en sorte que les recherches aient des effets tangibles en attirant l'attention des décideurs et des responsables des politiques à tous les niveaux sur les résultats de la recherche.



LA CARTE DES PROGRAMMES

Dans le Sud

Priorités et capacités des pays en développement
Réseaux de chercheurs du Sud

Au CRDI

Les assises du CRDI (personnel professionnel, bureaux régionaux, projets et recherches antérieurs)

Au Canada

Objectifs du Programme d'aide publique au développement du Canada

Les objectifs institutionnels (2000-2005)

Consolider et aider à mobiliser la capacité de recherche indigène dans les pays en développement afin d'y assurer une plus grande équité sociale et économique, une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles et un accès plus équitable à l'information.

Favoriser et appuyer la production, la diffusion et l'application des résultats de la recherche donnant lieu à des politiques et à des technologies susceptibles d'améliorer la vie des populations du Sud.

Explorer de nouvelles possibilités d'action et reprendre dans le nouveau plan quinquennal des éléments judicieusement choisis parmi les anciens programmes dans lesquels le Centre a investi.

8

Les thèmes	Les initiatives de programme	Les secrétariats internationaux
Environnement et gestion des ressources naturelles	<p>Solutions de rechange pour la gestion des ressources naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Minga)</p> <p>Agriculture urbaine</p> <p>Gestion communautaire des ressources naturelles (Asie)</p> <p>Écosystèmes et santé humaine</p> <p>Eau, terre et vie (Afrique et Moyen-Orient)</p> <p>Utilisation durable de la biodiversité</p>	<p>Secrétariat de gestion de l'environnement (Amérique latine et Caraïbes)</p> <p>Secrétariat du Réseau international de forêts modèles</p>
Équité sociale et économique	<p>Effets microsociaux des politiques macroéconomiques et d'ajustement (MIMAP)</p> <p>Consolidation de la paix et reconstruction</p> <p>Commerce, emploi et compétitivité</p>	<p>Réseau d'étude sur la politique technologique en Afrique</p> <p>Programme Économie et environnement pour l'Asie du Sud-Est</p> <p>Initiative micronutriments</p> <p>Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac</p> <p>Secrétariat d'appui institutionnel pour la recherche économique en Afrique</p> <p>Secrétariat pour une politique commerciale et industrielle</p>
Technologies de l'information et de la communication au service du développement	<p>Acacia : Collectivités et société de l'information en Afrique</p> <p>Réseaux PAN</p>	<p>Bellonet</p>

Domaines de recherche connexes

Sexospécificité ✦ Création de compétences-conseils en Afrique ✦ Systèmes de connaissances

Soutien des programmes

Division partenariats et du développement des affaires ✦ Communications ✦ Évaluation ✦
Programme des Partenariats canadiens ✦ Services de gestion de l'information sur la recherche ✦
Formation et bourses

LE SURVOL DE L'ANNÉE

L'ESSENTIEL DES PROGRAMMES

Des jeunes analystes de l'eau en visite à Ottawa

Cinq équipes d'écoliers de Cuba, du Mexique, du Népal et de l'Ukraine ont gagné un voyage d'une semaine à Ottawa, prix offert lors du concours **AQUAtox 2000**. Ce concours, par-



rainé par le CRDI, le Musée canadien de la nature et d'autres donateurs, a été créé dans le cadre des activités d'AQUAtox 2000, projet invitant des élèves de plus de 90 écoles du Canada et du monde en développement à effectuer des tests à partir d'échantillons d'eau prélevés dans leur localité. Les élèves ont ainsi appris à réaliser des tests simples et peu coûteux

pour évaluer la toxicité chimique et la pollution microbiologique de l'eau. Ces tests ont été mis au point dans le cadre d'un projet financé par le CRDI visant à favoriser la consommation d'eau potable dans le Sud. [www.idrc.ca/aquatox]

Le commerce et le monde en développement

L'initiative de programme Commerce, emploi et compétitivité a organisé au CRDI un colloque ayant pour thème **le rôle du renforcement des compétences et de la recherche dans les négociations et les politiques commerciales dans les pays en développement**.

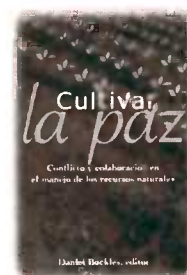
Diana Tussie, agrégée supérieure de recherche au département des relations internationales de la Faculté latino-américaine de sciences sociales, en Argentine, participait à l'atelier. Spécialiste reconnue des questions commerciales, Diana Tussie a également comparu devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international et présenté une communication au Cercle national des journalistes du Canada sur le pour et le contre de la Zone de libre-échange des Amériques.

Les bourses de recherche

Le CRDI finance et administre plusieurs **programmes de bourses** dans le domaine du développement international. Ces bourses sont décernées aux chercheurs candidats au doctorat aussi bien qu'aux étudiants des deuxième et troisième cycles inscrits à un programme en agriculture urbaine. Cette année, le CRDI a accordé 61 bourses de recherche. [www.idrc.ca/awards/findex.html]

Un lancement de livre au Chili

La version espagnole de **Cultiver la paix** (*Cultivar la Paz*) a été lancée au Centro de Extensión de la Universidad Católica, à Santiago, au Chili, à l'occasion du 16^e Symposium de l'Association internationale des systèmes d'exploitation agricole. Paul Durand, ambassadeur du Canada au Chili, a inauguré l'événement. Le livre présente des essais et des études de cas illustrant de façon originale comment les conflits qui éclatent dans certaines régions en développement peuvent mener à une gestion partagée des ressources naturelles.



Les diamants et la guerre

Le CRDI appuie les travaux du **Partenariat Afrique Canada** sur la sécurité humaine et le commerce international des diamants en Afrique. Ce projet repose sur des recherches portant sur le commerce des diamants et la guerre civile en Sierra Leone et a donné lieu à la publication d'un rapport intitulé *The Heart of the Matter*. Ce rapport, lancé par le CRDI au début de l'an 2000, a bénéficié d'une vaste couverture médiatique et contribué aux efforts de l'industrie internationale du diamant pour mettre en application des règlements en vue de saisir les diamants dont la vente sur les marchés mondiaux est destinée à financer des guerres civiles et d'autres activités criminelles.

www. Amérique latine

Au cours des trois dernières années, les Réseaux PAN, initiative de programme du CRDI, ont appuyé plus de 25 projets et activités de recherche en Amérique latine et dans les Caraïbes. Des chercheurs associés à quatre de ces projets ont communiqué les résultats de leurs recherches lors d'un séminaire public ayant pour thème **les avantages de l'Internet pour les pays de l'Amérique latine**. Ces recherches étaient axées en particulier sur l'incidence des télécentres dans cette région et sur les diverses manières dont la radio communautaire peut mettre à profit les ressources de l'Internet.



Le réseautage en Chine

C'est dans la campagne froide et humide du sud-ouest de la Chine que le CRDI, en collaboration avec l'Académie des sciences agronomiques du Guizhou, a tenu le deuxième atelier international de l'initiative de programme **Gestion communautaire des**



ressources naturelles (GCRN).

Cet atelier a réuni 75 chercheurs qui tentent de prévenir la destruction des ressources naturelles en associant les populations locales à la gestion des ressources — une approche novatrice encore mal connue dans ce pays. Cet événement a représenté pour les participants venus de 14 pays une occasion en or de partager leurs expériences, d'échanger des idées et

d'établir des liens entre des équipes de recherche de toute la région.

[www.idrc.ca/cbnrm/news/newsletter_feb01.html]



Sept années de résultats

Créé en 1993, le **Programme économie et environnement pour l'Asie du Sud-Est (EEPSEA)** appuie la formation et la recherche sur l'aspect économique de la gestion des ressources et de l'environnement. Le réseautage auquel il fait appel lui permet de fournir un soutien technique et financier aux chercheurs des dix pays participants. Le secrétariat du programme, qui regroupe divers donateurs et loge au Bureau régional de l'Asie du Sud-Est et de l'Est du CRDI, a publié un rapport sur les résultats des sept premières années d'activités du programme. La version intégrale (en anglais) de ce rapport se trouve à www.eepsea.org/impact/ir9300.pdf.

Une conférence sur la santé

Une étude indiquant que les pesticides utilisés par des producteurs de pommes de terre de l'Équateur diminuent leur capacités mentales a fait l'objet d'une des **Conférences Écosanté 2000-2002**. Organisées par Donna Mergler, neurotoxicologue et professeure à l'Université du Québec à Montréal, ces conférences sont financées grâce à une bourse pour professeurs universitaires accordée par le CRDI. Les conférences, qui ont eu lieu cette année à Edmonton, Halifax, Montréal et Toronto, ont pour but de mieux faire connaître l'approche écosystémique de la santé humaine.

11

Le renforcement des capacités pour atténuer la pauvreté

Le Sénégal est un des derniers pays à se joindre au réseau de recherche du CRDI conçu pour aider les pays en développement à élaborer des politiques et des programmes qui visent à assurer la stabilisation économique tout en réduisant la pauvreté et la vulnérabilité des démunis. Le ministre de l'Économie et des Finances du Sénégal, M. Makhtar Diop, et l'ambassadrice du Canada au Sénégal, M^{me} Michèle Lévesque, ont assisté à un colloque, tenu à Dakar, pour lancer un projet de l'initiative de programme Effets microsociaux des politiques macroéconomiques et d'ajustement (MIMAP). Ce projet, cofinancé par l'Agence canadienne de développement international, a pour objectif de mettre au point des outils afin d'évaluer l'incidence des politiques économiques sur les conditions de vie des plus pauvres au Sénégal. [www.idrc.ca/mimap/]



L'ESSENTIEL SUR L'INSTITUTION

Le 30^e anniversaire du CRDI



Le 16 mai 2000, la députée libérale Colleen Beaumier a souligné, à la Chambre des communes, le 30^e anniversaire du CRDI. Elle a parlé des succès qui ont « forgé la réputation du CRDI à l'étranger et contribué à faire connaître le Canada comme pays soucieux d'aider les moins bien nantis dans le monde à améliorer leur qualité de vie ». Le CRDI a également marqué son anniversaire par une exposition sur certaines de ses contributions dans les pays du Sud ainsi que par un dîner de fête. Les

conférenciers invités étaient l'honorable Mitchell Sharp et Maurice Strong, qui ont tous deux joué un rôle important dans la création du CRDI.

12

Le Sommet des Amériques

Le CRDI a participé à plusieurs réunions et consultations préparatoires au Sommet des Amériques qui s'est tenu à Québec en avril 2001. Alain Berranger, directeur de la Division des partenariats et du développement des affaires du CRDI, a présenté une allocution devant le Groupe de suivi du Sommet, à Washington. Ce groupe, composé de hauts conseillers politiques auprès des chefs d'État, était chargé de négocier les thèmes du Sommet. M. Berranger y a discuté du soutien que le CRDI apporte à la recherche sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour le développement en Amérique latine.

Intervention et souveraineté des États

Au Sommet du millénaire des Nations Unies, en septembre 2000, le premier ministre Jean Chrétien a annoncé la création de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (CIISE). Cette Commission a pour mandat de jeter un regard nouveau sur le difficile problème de concilier le respect des droits souverains des États et la nécessité d'intervenir en cas de violations massives des droits de la personne et du droit humanitaire. En vertu d'une entente avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, le secrétariat de la CIISE est hébergé au CRDI. La Commission est coprésidée par Gareth Evans, ancien ministre australien des Affaires étrangères, et Mohamed Sahnoun, conseiller spécial auprès du Secrétaire général des Nations Unies pour les questions relatives à la Corne de l'Afrique et ancien boursier Pearson au CRDI. MM. Evans (à droite) et Sahnoun (à gauche) sont photographiés en compagnie de l'honorable John Manley, ministre des Affaires étrangères. [www.ciise.gc.ca]



Le Groupe GEANT

Lors de leur sommet de Kyushu-Okinawa en juillet, les pays du G-8 ont annoncé la formation d'un Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies (GEANT), aussi appelé *dot force*, afin d'élaborer des mesures concrètes pour aider à combler le fossé numérique à l'échelle internationale. La présidente du CRDI, Maureen O'Neil, fait partie de ce groupe. Pour favoriser la prise en compte de l'opinion des Canadiens dans les travaux du GEANT, le CRDI a aidé à la préparation d'une consultation en ligne des organisations de la société civile canadienne et d'autres organismes qui s'intéressent au développement international et au fossé numérique. [www.dotforce.org]

L'Initiative micronutriments bientôt autonome



L'Initiative micronutriments (IM), dont le secrétariat loge au CRDI, est en passe de devenir une entité autonome. L'IM travaille à l'élimination des carences en micronutriments dans le monde, grâce à des programmes visant l'enrichissement des produits alimentaires de consommation courante, la supplémentation alimentaire, le soutien des programmes de santé publique ainsi que la promotion d'aliments nutritifs, disponibles à l'échelon local. Fier d'avoir contribué à la maturation de l'IM, le CRDI continuera à collaborer avec elle après son départ.

[www.micronutrient.org/]

Nouvelles venues au Conseil

Le gouvernement du Canada a procédé à trois nouvelles nominations au sein du Conseil des gouverneurs du CRDI.



- ✦ **Norah Olembo**, ressortissante kenyane, détient un doctorat en biochimie de l'Université de Nairobi. Elle est, depuis 1992, directrice du Kenya Industrial Property Office. Présidente du Radiation Protection Board (Kenya) ainsi que du réseau d'études sur la politique technologique en Afrique (ATPS), elle est aussi membre du conseil d'administration du Pest Control Board of Kenya.



- ✦ **Lalla Ben Barka**, du Mali, est directrice générale adjointe de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique depuis janvier 1998. Elle était auparavant chef d'équipe du Programme décennal de développement de l'éducation qui a élaboré un plan décennal en faveur de l'éducation au Mali. M^{me} Ben Barka a obtenu ses diplômes de baccalauréat et de maîtrise à l'Université de Paris et son doctorat à l'University of Southern California.



- ✦ **Linda Sheppard Whalen** est chef de la direction du Centre for Long-term Environmental Action in Newfoundland depuis 1992. De 1984 à 1988, puis de 1993 à 1996, elle a été chargée de cours à la Memorial University de Terre-Neuve. Membre de nombreux groupes de défense de l'environnement, elle a été associée à la réponse donnée en vue de la révision quinquennale de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. M^{me} Whalen détient un doctorat de la Memorial University et se spécialise en langue et littérature anglo-saxonnes.

Réunion en haut lieu

Le CRDI et l'ACDI ont tenu leur toute première réunion de cogestion pour discuter de leurs stratégies et programmes respectifs et déterminer les domaines d'une possible collaboration.

Changements organisationnels

Désireux de réduire les frais d'exploitation du Centre — de 4 millions \$ d'ici trois ans —, le Conseil des gouverneurs a approuvé la fermeture du Bureau régional de l'Afrique australe ainsi que la restructuration du Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes. Des changements ont également été apportés aux opérations de la bibliothèque et au programme de publications. Ces mesures permettront d'économiser 2,6 millions \$.

Les directeurs des domaines de programme

Le Comité de la haute direction du CRDI compte trois nouveaux directeurs de domaine de programme. Ce sont :

- 14
- # **Peter Cooper**, directeur du domaine de programme Environnement et gestion des ressources naturelles. M. Cooper a obtenu son Ph.D. en pédologie de l'Université de Reading et a longuement vécu et travaillé en Afrique et au Moyen-Orient pour l'Overseas Development Administration de Grande-Bretagne (devenue le Department for International Development) et pour le réseau du GCRAI (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale). Avant de venir au CRDI, il a été directeur de recherche et, plus récemment, chef du programme d'évaluation et de diffusion de systèmes du Centre international pour la recherche en agroforesterie, au Kenya.
 - # **Richard Fuchs**, directeur du programme Technologies de l'information et de la communication au service du développement. Directeur exécutif, puis membre de la Commission de relance économique de Terre-Neuve, M. Fuchs a été chef de la direction d'Enterprise Network Inc., société d'État qu'il avait fondée et qui a instauré, en 1988, les premiers télécentres et services ruraux en ligne au Canada. En 1996, il a créé Futureworks, entreprise spécialisée dans la mise au point de systèmes et de services technologiques à distance qui a remporté, en 2000, le Prix de l'exportation (EXPORT) décerné par Terre-Neuve et le Labrador. Titulaire d'une maîtrise en sociologie de la Memorial University, M. Fuchs a travaillé avec le CRDI à la réalisation de divers projets.
 - # **Rohinton Medhora**, directeur du domaine de programme Équité sociale et économique. M. Medhora a occupé de nombreux postes depuis qu'il s'est joint au CRDI il y a huit ans et demi. Il était auparavant administrateur de programmes principal, spécialisé en économie politique, et chef d'équipe de l'initiative de programme Commerce, emploi et compétitivité. Autrefois attaché à la Faculté d'économie politique de l'Université de Toronto, Rohinton Medhora s'est intéressé à un grand nombre de sujets, dont l'intégration économique, l'union monétaire, la déréglementation du secteur financier, l'intervention de la banque centrale et les services bancaires commerciaux, le commerce, le taux de change, la privatisation et l'ajustement structurel. Il a aussi travaillé auprès du Fonds monétaire international et de l'Institut de développement économique de la Banque mondiale.





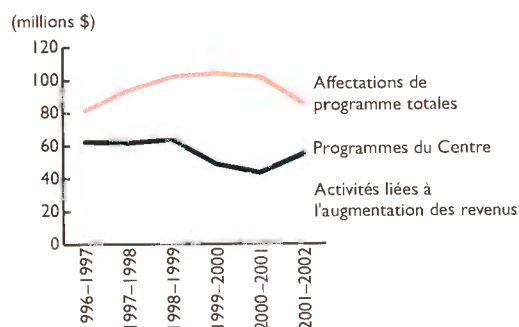
L'ESSENTIEL SUR LES FINANCES

15

Affectations à la recherche pour le développement

Ces cinq dernières années, l'inflation et la baisse du crédit parlementaire du Centre ont compromis sa capacité de financer la recherche pour le développement. Durant l'exercice 2001-2002, cependant, le CRDI sera en mesure d'affecter plus de ressources aux programmes de recherche pour le développement en raison de l'augmentation de son crédit parlementaire et des répercussions positives des nombreuses mesures de restructuration qui seront intégralement mises en œuvre d'ici au 30 septembre 2001 (figure 1). La baisse prévue au chapitre des activités liées à l'augmentation des revenus est attribuable au fait que deux secrétariats internationaux et un grand projet institutionnel quitteront le CRDI pour devenir des entités juridiques autonomes.

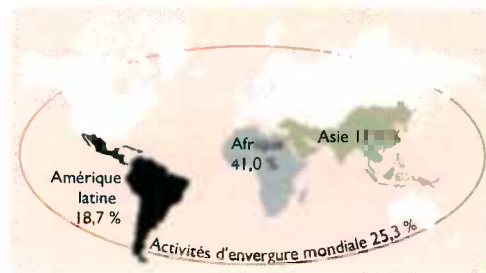
Figure 1
Affectations de programme
de 1996-1997 à 2001-2002



Répartition géographique des affectations

Conformément à ce que prévoit le Plan quinquennal 2000-2005 du CRDI, c'est l'Afrique qui a bénéficié de la plus grande partie de l'aide accordée par le CRDI en 2000-2001 (figure 2).

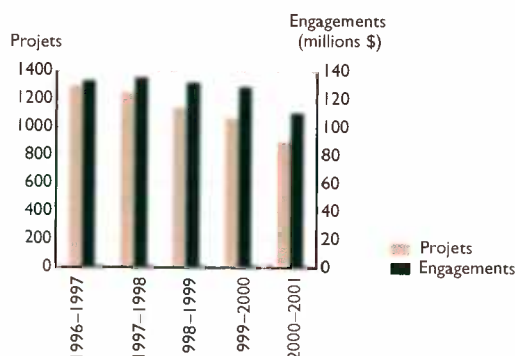
Figure 2
Répartition
géographique
des affectations
de programme
en 2000-2001



Projets et engagements en cours

La figure 3 présente le nombre de projets administrés par le CRDI et le montant des engagements en cours en fin d'exercice ces cinq dernières années. Tant le nombre de projets que le montant des engagements en cours ont diminué au fil des ans, ce qui est un effet direct de la baisse des affectations au cours des dernières années.

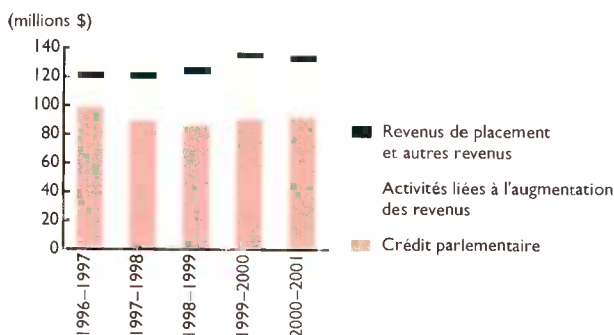
Figure 3
Projets et
engagements
de 1996-1997
à 2000-2001



Sources de revenu

Les revenus du CRDI proviennent de trois grandes sources : crédit parlementaire, activités liées à l'augmentation des revenus, et revenus de placement et autres revenus. Les revenus de l'exercice 2000-2001 ont atteint 135,3 millions \$ et le crédit parlementaire a représenté 67 p. 100 de ce montant. La figure 4 montre la répartition des principales sources de revenu du Centre ces cinq dernières années.

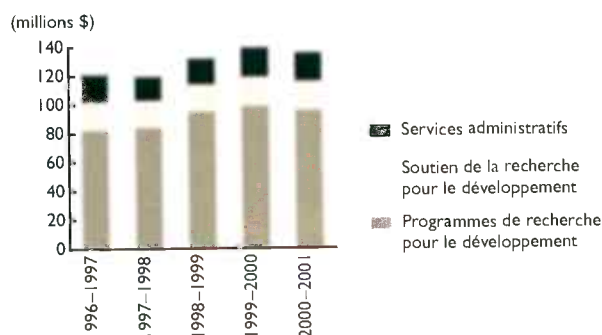
Figure 4
Revenus
de 1996-1997
à 2000-2001



Dépenses

En 2000–2001, le CRDI a mis en application une nouvelle structure de coûts à trois volets, qui établit une distinction entre les subventions de recherche (programmes de recherche pour le développement, volet A), le soutien des programmes qui est à forte concentration de savoir (soutien de la recherche pour le développement, volet B) et les frais d'administration (services administratifs, volet C). Les dépenses de l'exercice se sont élevées à 135,3 millions \$, compte non tenu des coûts ponctuels de 1,7 million \$ liés à la restructuration, et il en a résulté un budget plutôt équilibré pour l'année. La figure 5 fait état de la répartition des dépenses entre les différents volets. La couche médiane, à savoir celle des coûts du soutien de la recherche pour le développement, qui représente 15 p. 100 des dépenses totales, est celle par laquelle le mode de prestation des programmes du Centre se distingue. Dans les autres organismes de nature similaire, ces coûts sont généralement inclus dans les dépenses des programmes de recherche pour le développement, car cette fonction est souvent donnée en sous-traitance. Les services administratifs représentent 15 p. 100 des dépenses totales du Centre, un pourcentage comparable à ce qu'y consacrent d'autres organismes donateurs.

Figure 5
Dépenses
de 1996–1997
à 2000–2001





LES PARTENARIATS,
SIGNES DE PROGRÈS

LE MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Une collaboration sous le signe de la découverte mutuelle et de la gratification réciproque



Au cœur des bouleversements et des changements qui ont caractérisé les trente dernières années, le CRDI n'a jamais perdu de vue son véritable objectif : favoriser la capacité des pays en développement d'explorer, de comprendre et d'améliorer leur avenir. L'apport du Centre au développement a un caractère bien particulier : il aide à engendrer le savoir — le savoir sur lequel doivent reposer les stratégies de développement économique et social qui profitent avant tout aux pauvres. Et, depuis sa création en 1970, le CRDI a toujours compris que la recherche pour le développement était une œuvre de collaboration.

De fait, les meilleures recherches pour le développement attestent la conviction que ceux et celles qui connaissent bien les besoins et les aspirations de leur collectivité sont les mieux placés pour concevoir et mener les projets de recherche. En conjuguant ressources et sagesse dans de nouvelles alliances comme dans des partenariats qui ont fait leurs preuves, le CRDI aide à créer de nouvelles avenues de recherche — et à obtenir de meilleurs résultats — dans les pays en développement.

Mais c'est un postulat plus profond qui sous-tend la confiance renouvelée du CRDI dans les partenariats. En principe, les gens de quelque pays qu'ils soient ont le droit de se prononcer sur les décisions qui gouvernent leur vie. Et, pour prendre tout son sens, la participation doit reposer sur le savoir. Il faut que les gens sachent quelles sont les réalités inéluctables qui président aux choix concrets. Ils doivent aussi savoir ce qu'est la saine gouvernance : un processus décisionnel ouvert, efficace et démocratique. Le CRDI appuie la recherche qui permet de faire des choix éclairés, plus équitables et plus productifs.

Ce genre de recherche est, par nature, une entreprise de collaboration — englobante, transparente et qui s'efforce toujours d'orienter les retombées vers les populations les plus pauvres des pays pauvres. Voilà pourquoi nous nous faisons tout naturellement les défenseurs et les spécialistes de réseaux mondiaux, la nouvelle dynamique de la gouvernance. Ces réseaux, qui se multiplient, rassemblent gouvernements et milieu des affaires, universitaires et législateurs, organisations non gouvernementales et militants communautaires, ainsi que les institutions internationales, tous réunis en coalitions formées spécialement pour la défense d'une cause commune. Certains réseaux se consacrent entièrement à la recherche; d'autres cherchent à concilier des intérêts divers par l'élaboration de nouvelles et de meilleures politiques publiques. Ils font des adeptes dans tous les pays, débordent les frontières traditionnelles des intérêts économiques, des disciplines universitaires ou des allégeances politiques. Tenant davantage de la trame que du système hiérarchique, un réseau bien implanté et qui porte fruit non seulement favorise la participation ouverte et équitable, mais facilite en outre l'interaction entre la recherche perspicace et les applications pratiques.

Voilà le genre de partenariats que le CRDI a toujours encouragés. À bien des égards, ils incarnent les valeurs et les recommandations prônées dès 1969 par la Commission d'étude du développement international, présidée par Lester B. Pearson. Le rapport de la Commission, *Vers une action commune pour le développement du tiers-monde*, qui a fait

époque, insistait sur l'importance de l'interdépendance planétaire et sur les vertus pratiques de la coopération multilatérale. La Commission a aussi fait valoir l'importance capitale que revêt le renforcement des capacités des pays en développement pour la détermination et la concrétisation de leurs possibilités. (L'année suivante, M. Pearson devenait président-fondateur du CRDI; quant aux préceptes de *Vers une action commune*, le Centre en a fait son credo.)

Nous devons à la franchise une mise en garde, toutefois. Le terme partenariat et ses synonymes ont trop souvent été malmenés par le passé, employés par euphémisme pour masquer les injustices et les désavantages bien réels dont les pays pauvres sont victimes

Les dix principes du partenariat

Pour le CRDI, le partenariat consiste en une relation fondée sur une vision commune et sur le respect mutuel qui traite en toute équité des questions de propriété et de contrôle; qui reconnaît pleinement les contributions de chacun des partenaires; qui prend explicitement acte des droits et des obligations réciproques ainsi que de la reddition des comptes; et qui s'exprime dans l'ouverture, la transparence et la collégialité.

Les partenariats du CRDI se fondent sur les principes suivants :

1. **Une vision commune** : Pour être efficace, la collaboration exige une communauté d'intentions et un véritable échange intellectuel. Les partenaires doivent avoir une même vision de la valeur de la recherche, des objectifs visés, des résultats possibles et de la justesse de la méthodologie.
2. **La propriété conjointe** : Le protocole de recherche doit être élaboré conjointement et la division des tâches, clairement établie et conforme aux besoins de tous les partenaires.
3. **Le contrôle partagé** : Les partenaires du Sud doivent pouvoir assumer la responsabilité de la gestion du projet et des fonds, innover, expérimenter et apprendre.
4. **L'obligation mutuelle de rendre compte** : Il faut mettre en place un mécanisme permettant à tous les partenaires de surveiller conjointement le rendement et d'en rendre compte.
5. **Un engagement soutenu** : Les partenaires doivent maintenir leur appui pour toute la durée des travaux et, en confirmant leur sérieux et leur attachement au projet, bâtir des relations solides.
6. **L'adaptabilité et la polyvalence** : Les partenaires doivent s'adapter aux circonstances et être en mesure d'assurer tous les services de soutien à la recherche.
7. **L'efficacité des communications** : Les partenaires doivent communiquer l'information ouvertement, en temps opportun et dans un esprit de collégialité, tout en respectant la culture, les ressources et les points de vue de chacun.
8. **La simplicité administrative** : Les partenaires doivent simplifier, réduire, mettre à jour et harmoniser leurs règles administratives.
9. **La coordination des efforts** : Les partenaires doivent communiquer avec les autres parties intéressées – et forger des alliances avec elles – pour éviter que les institutions de recherche du Sud ne soient soumises à des demandes contradictoires ou inutiles et pour aider à mobiliser des ressources additionnelles.
10. **Un suivi efficace** : À la fin du projet, les partenaires doivent prendre les moyens qui s'imposent pour diffuser les résultats de la recherche, en favoriser l'utilisation et bâtir de nouveaux partenariats qui permettront de poursuivre les travaux.

lorsqu'ils traitent avec les pays riches. Un véritable partenariat suppose une collaboration sous le signe de la découverte mutuelle et de la gratification réciproque. Pour le CRDI, les partenariats ont plus d'une fois payé de retour, car il y a gagné de nouvelles connaissances, des coalitions neuves et productives, une crédibilité plus solide et un remarquable effet multiplicateur des crédits annuels que lui accorde le Parlement du Canada. Les avantages politiques et économiques à long terme qu'en retire le Canada sont inestimables.

La démarche du CRDI à l'égard des partenariats — et la primauté qu'il donne à la saine gouvernance — est manifeste dans son Plan quinquennal 2000-2005. Le Centre a redoublé d'efforts pour rendre les résultats de la recherche plus aisément disponibles et plus pertinents pour le plus grand nombre d'utilisateurs : collectivités locales, gouvernements, scientifiques, ONG, donateurs, notamment. Le CRDI se concentre sur trois grands domaines de programme : l'équité sociale et économique, une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles et un accès plus équitable aux technologies de l'information et de la communication afin de combler le fossé numérique qui désavantage les pauvres.

Au Canada, le Centre cherche plus que jamais à étendre sa collaboration avec ses partenaires nationaux — en particulier avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. En outre, il estime que la formation d'alliances plus étroites entre les chercheurs du Sud et le milieu canadien de la recherche serait riche de possibilités. À titre d'exemple : le CRDI est chargé du lancement de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques dont la création a été annoncée par le premier ministre Jean Chrétien lors du Sommet des Amériques 2001.

La contribution du CRDI à ces objectifs dépend essentiellement du talent et de la créativité de ses partenaires. Elle dépend aussi des fonds disponibles. Le CRDI a, en étroite collaboration avec l'ACDI et d'autres organismes, sollicité une hausse réelle de l'Aide publique au développement (APD) et l'augmentation des crédits que le Centre reçoit du Parlement. Il continue aussi de prendre part aux discussions sur l'amélioration du processus d'attribution de l'APD, afin de pouvoir y jouer un rôle plus actif et judicieux.

En somme, pour le CRDI, une meilleure compréhension des partenariats par les instances internationales constitue un précieux instrument de recherche pour le développement. Cette collaboration renforce la propre capacité du Centre de favoriser la recherche, avec ses partenaires, dans l'intérêt des populations pauvres des pays pauvres. Qui plus est, les nouveaux réseaux de collaboration aident à donner aux gens du Sud les moyens de mieux comprendre les choix qui s'imposent et de faire progresser chez eux le développement durable et démocratique.

La présidente,
Maureen O'Neil



22

EN PARFAITE INTELLIGENCE AVEC LES BÉNÉFICIAIRES

Les avantages de la collaboration

Le CRDI appuie la recherche dans le Sud; c'est là sa fonction première. Mais dans le cas du Centre, « appui » veut dire plus que financement. Cela signifie travailler en partenariat avec les bénéficiaires de subventions à la réalisation d'un objectif commun, celui de mettre la recherche au service de la société dans le monde en développement.

La relation de collaboration entre le personnel du CRDI et les bénéficiaires est un élément capital des partenariats du Centre. Les administrateurs de programmes entretiennent des liens étroits avec les chercheurs et les font profiter de leur savoir, de leur expertise et de leur expérience. Par exemple, ils les aident à élaborer des propositions de recherche, leur transmettent la documentation pertinente, leur fournissent le nom de personnes-ressources, proposent des activités de formation et se rendent sur le terrain pour suivre l'évolution des projets. La collaboration se poursuit également sur le plan institutionnel : le CRDI travaille avec des organisations du Sud afin de les aider à renforcer leurs capacités techniques et administratives.

À première vue, les partenariats entre le CRDI et les bénéficiaires semblent fondés sur une approche pratique de l'aide au développement. Mais, en fait, comme les exemples suivants le démontrent, le Centre cherche surtout prêter main-forte aux chercheurs du Sud pour qu'ils puissent plus facilement effectuer leurs propres recherches sur leurs problèmes de développement. Une évaluation d'anciens chargés de projet du CRDI indique que ce soutien non monétaire aide les chercheurs à se perfectionner, à poursuivre leurs recherches selon leurs priorités et à exercer une influence sur la politique publique. « Le CRDI aime voir les gens voler de leurs propres ailes », explique un des chargés de projet. « Il leur montre comment faire, puis les laisse aller ! »

L'INTERNET ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Bien qu'elles aient rapidement adopté l'Internet pour leurs activités quotidiennes, les organisations de la société civile (OSC) d'Amérique centrale peuvent difficilement en mesurer les effets sur leur travail. Cette technologie étant passablement récente, il n'existe pas de méthode standard pour en évaluer l'incidence sur les organisations. Or, puisque l'Internet peut être un puissant agent de changement, de telles évaluations sont essentielles pour en déterminer l'utilisation. « L'Internet peut avoir des répercussions négatives sur la société civile », constate Ricardo Gómez, administrateur de programmes du CRDI. « Il peut aider à construire une société plus forte, mais il peut aussi l'isoler davantage. »



Gómez a participé à l'élaboration d'un projet de recherche dans six pays, en collaboration avec la Fundación Acceso, un organisme sans but lucratif qui s'attache à consolider les OSC dans les pays de l'Amérique centrale. Les chercheurs ont combiné sondages, études de cas et entrevues pour évaluer l'incidence de l'Internet sur plus d'une centaine d'organisations de la région. Gómez a apporté une importante contribution au projet, notamment en participant à la conception de la recherche et à l'élaboration du cadre d'analyse.

23

« L'appui du CRDI ne se mesure pas seulement en termes de ressources financières, mais par la participation continue de son personnel aux discussions sur les objectifs, la méthodologie, les difficultés et les leçons à tirer du projet », explique Kemly Camacho, coordinatrice du projet à la Fundación Acceso. « C'est par ce genre de collaboration avec nos pays que le Centre se distingue des autres donateurs internationaux. »

Les résultats de l'étude sont présentés dans *l'Internet... pour quoi faire ?*, document rédigé conjointement par Ricardo Gómez et Juliana Martínez de la Fundación Acceso. L'ouvrage fait valoir que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication doit contribuer au progrès social. [www.acceso.or.cr]

« PLANIFIER, C'EST CHOISIR »

— JULIUS NYERERE, 1965

D'un bureau d'attache de Dar-es-Salaam, le personnel du CRDI met à l'essai, avec ses collègues du ministère de la Santé de la Tanzanie, une approche novatrice pour décentraliser la planification et la prestation des services essentiels de santé. Derrière le Projet d'interventions essentielles en santé en Tanzanie (PIEST), il y a la volonté d'améliorer la santé, non pas en dépensant plus d'argent, mais en planifiant mieux les dépenses, pour affecter les sommes là où l'on en a le plus besoin. Le PIEST démontre que, grâce à l'intégration de la recherche et du développement, les équipes de gestion de la santé de deux districts peuvent élaborer des plans locaux, selon les renseignements obtenus sur place, plutôt que de mettre en œuvre des programmes qui leur seraient imposés d'en haut. « La valeur du projet réside

dans le renforcement des capacités », souligne le docteur Peter Kilima, ancien directeur des Services de prévention et collaborateur de longue date au PIEST. « La formation [...] a permis de rassembler les moyens nécessaires pour planifier, fixer les priorités et répartir les ressources. C'est un atout précieux auquel on continuera d'avoir recours, même quand le PIEST aura cessé d'accorder son aide aux districts. »

Initiative conjointe du CRDI et du ministère de la Santé de la Tanzanie, le PIEST s'inscrit dans la foulée des réformes visant à améliorer l'efficacité des services de santé et l'accessibilité à ces services dans tout le pays. [www.idrc.ca/ehip]



LES RÉSEAUX : DES PARTENARIATS ACTIFS

Les réseaux de recherche sont un autre exemple de partenariats actifs. Dès sa création, le CRDI a fait du réseautage le point central de sa philosophie et de ses activités, reconnaissant explicitement que le développement, et la recherche pour le développement, sont nécessairement des activités conjointes. Depuis nombre d'années, le CRDI travaille intensément avec des réseaux : il leur apporte un important soutien intellectuel et investit dans le réseautage entre 25 et 30 p. 100 de ses crédits.

Le point de vue asiatique

De ses six bureaux régionaux, le CRDI garde l'œil ouvert pour mieux comprendre les besoins en matière de développement et de recherche dans le Sud. À Singapour, le personnel du Bureau régional de l'Asie du Sud-Est et de l'Est a formé, en 1997, un réseau composé de chercheurs rompus à la politique asiatique et de gestionnaires nationaux de projets de recherche pour organiser la réflexion sur les principaux enjeux du développement dans cette région : la crise économique en Asie; les réformes de la sécurité sociale; le vieillissement de la population et les soins de longue durée; la libéralisation de l'agriculture et la sécurité alimentaire; et le rôle du capital social. L'Asian Development Research Forum



(Forum sur la recherche pour le développement en Asie — ADRF), qui compte maintenant 80 membres, est dirigé par un comité d'orientation dont la présidence relève de l'Université de Malaya. Il a tenu sa quatrième assemblée générale en juin 2001 à Singapour, avec l'appui du Thailand Research Fund et de l'Institute of Southeast Asian Studies de Singapour. Des groupes de travail ont défini les principaux thèmes de cette assemblée — l'intégration économique, le vieillissement, la gestion des conflits dans le domaine de l'environnement — tous d'un point de vue asiatique. Par la

collaboration et le réseautage, les membres du Forum espèrent modifier les programmes de recherche nationaux et accroître l'incidence de la recherche sur les priorités de développement. [www.adrf.org]

Unir les efforts en matière d'agriculture et de gestion des ressources naturelles

L'Afrique subsaharienne, qui pourtant dépend beaucoup de l'agriculture, compte relativement peu de chercheurs en ce domaine. Au milieu des années 1990, par exemple, les instituts nationaux de recherche agricole de dix pays n'employaient que 2 300 scientifiques, soit à peu près le même nombre qu'en employait, à elle seule, l'Indonésie. Ayant entrevu la possibilité de mobiliser les capacités de recherche par la collaboration régionale, le CRDI a joué un rôle de premier plan dans la création, en 1994, de l'Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa (Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et centrale — ASARECA). Cette association, qui œuvre dans dix pays, vise à consolider la recherche agricole dans la région et à en accroître l'efficacité, ainsi qu'à faciliter la croissance économique, la sécurité alimentaire et la compétitivité dans le domaine des exportations par une agriculture écologiquement viable. Le CRDI a participé aux consultations et aux études qui ont mené à la création de l'ASARECA et siégé au groupe de travail qui en a conçu le mode d'organisation. Il continue d'appuyer les programmes de l'ASARECA, comme plusieurs autres donateurs, et travaille avec elle pour axer les recherches sur la gestion des ressources naturelles, la sexospécificité et l'élaboration des politiques. [www.asareca.org/]





26

L'ALLIANCE AVEC D'AUTRES DONATEURS

Exploiter les forces de chacun

S'il y a une chose que trente années de soutien à la recherche nous ont apprise, c'est bien l'immense complexité des problèmes de développement. Il n'existe pas de solutions simples à la perte de la biodiversité, à la surexploitation des ressources naturelles au détriment des populations pauvres et marginalisées ou aux inégalités engendrées par la mondialisation du commerce. Pourtant, nous ne pouvons pas ignorer ces problèmes. Là où il était clair qu'il fallait intervenir mais que les organisations en place ne suffisaient pas à la tâche, le CRDI a souvent appelé à l'aide d'autres institutions donatrices. Les secrétariats internationaux, dont beaucoup logent au CRDI, sont un des mécanismes par lequel le Centre mobilise les ressources humaines et financières nécessaires pour s'attaquer aux grands problèmes. Des comités directeurs indépendants, dont les membres proviennent des institutions partenaires et de la communauté des chercheurs du Sud, veillent à la bonne orientation des programmes de recherche et à la rationalisation des opérations. Il en résulte, en fin de compte, une plus grande efficacité des institutions donatrices et une réduction des programmes inutiles et des coûts.

Le CRDI a également trouvé des partenaires tout disposés à appuyer des projets financés par ses initiatives de programme : ce sont les équipes multidisciplinaires, internationales, qui assument la plupart des fonctions de soutien de la recherche. Ces équipes sont l'un des nombreux mécanismes par lesquels, au cours de son histoire, le CRDI s'est efforcé de mettre plus de ressources à la disposition de chercheurs du Sud. Le développement est une entreprise ardue et aucune formule ne saurait, à elle seule, tout résoudre. Nous ne pouvons pas nier non plus que le resserrement des budgets — une réalité pour bien des organismes subventionnaires — a incité le CRDI à élargir ses sources de financement.

« Cependant, » explique Alain Berranger, directeur de la Division des partenariats et du développement des affaires, « le CRDI fait bien comprendre à ses partenaires et à tous ceux qui pourraient le devenir qu'il ne veut pas être perçu comme un simple bailleur de fonds. Il est dans son intérêt et de sa responsabilité de leur expliquer qu'il doit être considéré

comme un véritable partenaire qui s'associe à ses homologues du Sud, et à beaucoup d'autres, depuis l'élaboration du projet jusqu'à l'évaluation finale des résultats. »

Le message semble avoir été compris puisque les ressources de l'extérieur du CRDI comptent maintenant pour le quart de ses dépenses de programme*. Avec l'arrivée constante de nouveaux acteurs désireux de contribuer à la diffusion et à l'application des résultats des recherches, estime Alain Berranger, le CRDI pourra étendre ses partenariats avec les donateurs et le secteur privé. Une mise en garde s'impose, toutefois.

« Il faut que ces partenariats concordent avec les priorités du CRDI et l'orientation de ses programmes », affirme Berranger. « Néanmoins, quand on voit avec quelles institutions le Centre s'associe, on constate qu'il y a beaucoup de complémentarité entre elles et une réelle valeur ajoutée à notre travail commun. »

Les exemples suivants corroborent cette affirmation.

UNE AMITIÉ DE LONGUE DATE

27

Depuis une vingtaine d'années, le CRDI et la Fondation Ford ont travaillé ensemble à plus de 100 projets dans tous les domaines, depuis l'économie politique jusqu'à la reconstruction sociale. Ils renouvellent en quelque sorte leur alliance grâce à l'étroite relation de travail qu'entretiennent leurs présidents respectifs et à un rapprochement entre leurs bureaux régionaux.

✚ Au Caire, en Égypte, le bureau local de la Fondation Ford collabore avec le CRDI pour créer un fonds de recherche régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord visant à trouver des moyens d'améliorer la santé humaine par une meilleure gestion de l'écosystème. Ce fonds permettra de constituer une expertise locale en Écosystèmes et santé humaine, une méthodologie que le CRDI a aidé à mettre au point.



✚ Par l'entremise de leurs bureaux de New Delhi, en Inde, le CRDI et la Fondation Ford explorent de nouvelles mesures pour favoriser la culture et l'utilisation durable et équitable des plantes médicinales et aromatiques en Asie. Ces plantes, dont la survie est menacée par la surexploitation, jouent un rôle important dans les soins de santé primaires de la région ainsi que dans les pratiques médicales traditionnelles, telles que l'ayurveda.

* L'Initiative micronutriments (IM) non comprise. Ce secrétariat du CRDI, qui regroupe de multiples donateurs et travaille à l'élimination des carences en micronutriments dans le monde, a un budget annuel de fonctionnement de 35 millions \$. L'ACDI est un des organismes qui offrent à l'IM un soutien très important.

VISION COMMUNE, ENTREPRISES COMMUNES

Le CRDI collabore très activement avec la Direction générale de la coopération internationale du ministère néerlandais des Affaires étrangères. Les Pays-Bas sont, en effet, le plus important cosubventionnaire non canadien du Centre. Ce pays de quelque 16 millions d'habitants est bien connu pour sa contribution au développement humain. Il est l'un des rares à consacrer plus de 0,7 p. 100 de son produit national brut à l'aide au développement (trois autres pays seulement dépassent cet objectif de 0,7 p. 100 fixé par les Nations Unies) — soit l'équivalent de plus de 4,5 milliards \$ par an. Voici deux de ses plus importants domaines de collaboration avec le CRDI :

- # **Le Secrétariat d'appui institutionnel à la recherche économique en Afrique** (SISERA). Logé au bureau régional du CRDI à Dakar, au Sénégal, le SISERA fournit un soutien technique et financier à des institutions de recherche économique africaines. Il a pour tâche de constituer un groupe d'élite d'économistes africains dont les recherches inspireront les décideurs et permettront une plus grande participation de la société civile aux débats sur la politique économique.
- # **Le Centre de documentation sur l'agriculture urbaine et la foresterie.** Le Resource Centre on Urban Agriculture and Forestry (RUAF) est à la disposition des autorités municipales, des décideurs et d'autres intervenants désireux de favoriser l'essor de l'agriculture urbaine. Bien que les gouvernements reconnaissent la contribution des citadins-agriculteurs à l'économie locale et à l'assainissement des villes, beaucoup doivent lutter pour que l'agriculture fasse l'objet d'une gestion viable en milieu urbain. Le Centre de documentation est l'une des ressources administrées par l'initiative de programme Agriculture urbaine du CRDI.



Le CRDI et l'ACDI

Le CRDI et l'ACDI entretiennent une relation tout à fait unique. Souvent, les recherches subventionnées par le CRDI ont fait ressortir la nécessité d'activités de développement dont l'ACDI a par la suite assuré le financement. Depuis leur création, les deux institutions ont collaboré à des projets dans des domaines aussi variés que la réduction de la pauvreté, la santé des femmes et la gestion de l'environnement en Ukraine. Siégeant au Conseil des gouverneurs du CRDI, Len Good, le président de l'ACDI, peut faire part de ses vues sur les programmes du Centre. Au cours de la dernière année, les cadres supérieurs des deux institutions se sont réunis pour discuter de leurs orientations stratégiques et des domaines dans lesquels ils pourraient accroître leur collaboration.

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), qui réunit 58 organisations des secteurs public et privé soucieuses de soutenir la recherche agricole pour les fermiers des pays en développement, illustre bien ce partenariat entre le CRDI et l'ACDI. L'agriculture joue encore un rôle capital dans le développement des pays pauvres, où plus de 70 p. 100 de la population tirent de la terre leurs moyens de subsistance. En qualité de membres du GCRAI, l'ACDI et le CRDI contribuent au développement d'une agriculture viable fondée sur une gestion écologiquement rationnelle des ressources naturelles. Les agriculteurs canadiens en profitent également. Grâce aux travaux entrepris dans deux des 16 centres internationaux de recherche agricole du GCRAI, par exemple, les fermiers de la Saskatchewan peuvent maintenant remplacer la culture du blé et du canola par celle, plus rentable, du pois chiche. En 1995, on ne cultivait dans la province que 200 acres de pois chiches. Cinq ans plus tard, le Canada est devenu le plus grand exportateur de pois chiches au monde. Ses ventes ont dépassé les 160 millions \$ en l'an 2000 : 98 p. 100 des pois chiches du Canada proviennent de la Saskatchewan.





30

LE CANADA ET LE SUD DANS UNE AVENTURE COMMUNE

La nécessaire réciprocité en matière de recherche

Dans des allocutions prononcées lors de conférences de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) et de l'Université Ryerson, la présidente du CRDI, Maureen O'Neil, a indiqué aux universités comment utiliser une partie de la « manne » qu'elles recevront de la Fondation canadienne pour l'innovation et du Programme des chaires de recherche du Canada pour accroître leur collaboration avec les chercheurs du Sud. Ces nouvelles sommes d'argent, a-t-elle dit, offrent aux universités « une occasion sans précédent de penser de manière plus globale les collaborations en recherche ».

Le CRDI a compris il y a vingt ans déjà la nécessité de relier les institutions de haut savoir du Canada et des pays en développement quand, à la demande du gouvernement, il a créé un programme de coopération destiné à favoriser les rapprochements entre les établissements de recherche. Il acquiesçait ainsi à une proposition présentée en 1979 par les pays en développement à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, demandant « l'établissement de liens directs entre la recherche et les systèmes de développement des pays industrialisés et les pays en développement ». Désormais, les partenariats entre chercheurs du Sud et du Canada font partie intégrante des programmes du CRDI : en 2000-2001, le Centre a affecté environ 13 p. 100 de son budget au soutien de la collaboration canadienne. Et si cette collaboration devait d'abord aider les pays en développement à rattraper leur retard scientifique et technologique, elle se justifie tout autant aujourd'hui par les défis que pose la mondialisation.

FORGER DE VASTES ALLIANCES

Ces liens avec les chercheurs du Sud se bâtissent sur l'intérêt certain que les Canadiens portent au monde en développement. Pour étayer encore davantage cette bonne entente, le CRDI veille à ce que différents groupes du Canada contribuent à la coopération

internationale et profitent de ses retombées. Prenons l'exemple des universités : le CRDI a aidé à améliorer la spécialisation en développement en contribuant à l'établissement de chaires à l'Université de la Colombie-Britannique et à l'Université Laval. Il apporte également une contribution financière à la transformation du Centre d'études sur les régions en développement de l'Université McGill en un centre de recherche interuniversitaire pour les études internationales, dont font partie trois autres universités québécoises. Et il en est à la deuxième phase d'une initiative menée conjointement avec le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada : les bourses de recherche du programme « Le Canada dans le monde ».



La contrepartie du « Canada dans le monde », c'est le monde dans le Canada. Et ce monde est représenté par une foule d'institutions et d'organisations. Certaines, dont l'AUCC, le Conseil canadien pour la coopération internationale et l'Association canadienne d'études du développement international, assurent au CRDI une liaison avec divers groupes — respectivement des universités, des organisations non gouvernementales et des spécialistes du développement. D'autres suscitent

l'intérêt par les moyens novateurs qu'elles appliquent pour inciter les citoyens, et surtout les jeunes, à s'intéresser aux questions internationales — depuis les bourses pour les journalistes jusqu'aux tournées pancanadiennes du Jeu sur les changements à l'échelle planétaire, un programme interactif d'éducation sur les questions environnementales. Des jeunes d'Okotoks, en Alberta, qui ont participé à ce jeu, disent qu'il les a aidés à mieux comprendre les grands défis qui se posent à eux aujourd'hui et se poseront plus tard, comme citoyens du monde. Sur un plan plus personnel, ils ont pris conscience de l'importance de la coopération, de la communication et de la responsabilité.

APPROCHES DIVERSES, NOMBREUX BIENFAITS

Les Canadiens et leurs homologues du Sud ont tout à gagner des partenariats, et ceux-ci prennent bien des formes. En voici quelques exemples.

Une éducation transnationale pour un développement durable

Comment les collectivités peuvent-elles participer à l'économie mondiale tout en maintenant des pratiques respectueuses de l'environnement qui permettront un développement durable ? C'est à cette question que 174 spécialistes de diverses disciplines, provenant de 31 pays, ont tenté de répondre en août dernier en réfléchissant aux moyens de concilier exploitation des ressources naturelles et tourisme en Colombie-Britannique. En 1998, ces participants au programme Leadership for Environment and Development (LEAD) International s'étaient penchés sur les problèmes complexes posés par la gestion de l'eau sur le plateau de loess, en Chine. Créé en 1991 par la Fondation Rockefeller, LEAD a pour mission de relier dans un réseau mondial des leaders capables d'élaborer des politiques mettant l'accent sur l'utilisation viable et équitable des ressources de la planète. Le Canada a été le premier pays industrialisé à se joindre à LEAD en 1994. LEAD International compte



aujourd'hui 12 membres et rejoint ainsi plus de 40 pays; 85 Canadiens ont participé au programme LEAD Canada avec l'aide du CRDI.

Former les formateurs : une nouvelle université apprend à faire de la recherche

Le procédé est souvent tout aussi important que le contenu. Cela est certainement vrai pour un projet communautaire de gestion des ressources naturelles au Laos, auquel participent l'Université York (Canada), l'Université de Sydney (Australie), l'Université de Chiang Mai (Thaïlande) et l'Université nationale du Laos. L'objectif est de renforcer les capacités de recherche à la toute nouvelle Université nationale en réalisant de petits projets sur la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire, deux questions capitales pour la population, majoritairement rurale, du Laos. Parce que les membres de cette université ont encore peu d'expérience en recherche, on vise surtout à leur enseigner — en laotien — diverses notions et méthodes de recherche appliquée. Fait tout aussi important, explique le chef du projet, Peter Vandergeest, de l'Université York à Toronto, le projet les aide à mieux comprendre le rôle crucial que les universités peuvent et doivent jouer au pays — en générant, à l'échelle locale, des connaissances susceptibles d'influer sur la politique nationale. La participation de l'Université de Chiang Mai, établissement rural devenu centre régional, est essentielle à cet égard. Comme le fait remarquer Vandergeest, « il est très gratifiant d'avoir l'occasion de connaître un nouveau pays, de nouveaux enjeux, un nouveau contexte ». Le projet est également financé par le Rockefeller Brothers Fund et le East-West Center (Hawaï).



Un projet primé à Cuba

Au cœur de La Havane, à Cuba, 170 000 personnes s'entassent dans de vieux immeubles insalubres qui couvrent un territoire d'à peine plus de trois kilomètres carrés. Les services municipaux sont limités, la maladie et la violence y sévissent. Pour redresser la situation, la municipalité a lancé, en 1996, un projet pilote d'assainissement du quartier de Cayo Hueso, mis en œuvre par et pour la collectivité. L'Institut national pour l'hygiène, l'épidémiologie et la microbiologie (INHEM) et l'Université du Manitoba ont procédé à l'évaluation des besoins afin d'aider à déterminer le meilleur usage possible des rares ressources dont dispose ce district.

L'INHEM et l'Université du Manitoba continuent de travailler ensemble, ainsi qu'avec les comités de citoyens et les groupes communautaires intéressés par le développement, à l'évaluation du projet. L'Université a apporté sa connaissance d'un nouveau champ de recherche et aidé à élaborer des méthodes permettant de déterminer l'efficacité des mesures prises pour améliorer la vie à Cayo Hueso. Jean Lebel, chef de l'équipe Écosanté du CRDI, souligne que les équipes de recherche de Cuba et du Manitoba s'estiment toutes deux chanceuses d'avoir pu contribuer à la mise au point d'une méthode d'avant-garde dans un nouveau domaine : l'application d'une approche écosystémique de la santé humaine. En fin de compte, dit-il, « la communauté scientifique dans son ensemble et plusieurs autres pays qui connaissent le même genre de problèmes de développement pourront en profiter ». En janvier 2001, le projet a reçu le prix de l'Académie cubaine des sciences (catégorie Santé), l'un des plus prestigieux prix scientifiques décernés par Cuba.





34

LES CHERCHEURS DU SUD UNISSENT LEURS FORCES

S'entendre pour préparer l'avenir

Partout dans le Sud, des chercheurs s'ingénient à trouver des moyens de régler les problèmes de développement auxquels leurs pays font face. Leur tâche est d'autant plus difficile que, souvent, ils sont isolés de leurs collègues des autres régions, soit parce qu'ils travaillent dans des localités éloignées, soit parce qu'ils manquent des ressources matérielles et financières voulues pour communiquer avec ceux et celles qui ont les mêmes objectifs qu'eux.

Ils auraient pourtant tout à gagner à s'informer mutuellement de leurs expériences et à travailler de concert. Les chercheurs du Sud connaissent les réalités du Sud mieux que quiconque, et il est fort probable que ce qui est fructueux ou utile dans un pays le soit dans un autre. En outre, il est logique de mettre en commun les talents et les ressources pour tenter de trouver une solution à des problèmes communs, non seulement parce que ces ressources sont rares, mais parce que certains problèmes — qu'ils relèvent de la géographie, de l'hydrologie ou de l'économie — transcendent les frontières nationales.

Convaincu de l'importance de la recherche dans le Sud, par le Sud et pour le Sud, le CRDI aide les chercheurs de différents pays à travailler à la solution de problèmes communs. Il le fait notamment en favorisant la création de réseaux de recherche et en mettant en contact des partenaires de divers pays préoccupés par les mêmes questions.

DES SCIENTIFIQUES PALESTINIENS ET ISRAËLIENS S'EFFORCENT DE PROTÉGER DES SOURCES D'EAU ESSENTIELLES



Israéliens et Palestiniens tirent leur meilleure eau potable du même aquifère. Si on pompe trop d'eau ou qu'on en fait mauvais usage, ce terrain perméable risque d'être irrévocablement gâché — asséché, pollué ou contaminé par l'eau salée. Depuis 1993, des chercheurs d'Israël et de Palestine travaillent, avec le soutien du CRDI, à mettre au point une approche pour la cogestion de l'aquifère de montagne qui traverse en grande partie leurs deux territoires. Ce projet est manifestement dans leur intérêt commun et les chercheurs, auparavant isolés, ont continué à collaborer ensemble malgré les ruptures des pourparlers de paix.

Situé sous la chaîne centrale de montagnes, cet aquifère s'étend sur 150 kilomètres, depuis la Cisjordanie jusqu'en Israël. Comme ils en comprenaient mal les propriétés (la plupart des eaux s'écoulent d'est en ouest, vers Israël, mais une partie s'écoule en sens inverse, vers la Palestine), les chercheurs ont d'abord procédé à une analyse hydrologique. Puis, ils ont mis au point un modèle détaillé pour une gestion conjointe et écologiquement rationnelle

de l'aquifère, dont ils ont recommandé l'adoption aux décideurs des deux territoires. Ils ont accordé une attention toute particulière à la gestion durant les périodes de sécheresse, fréquentes dans la région. Pour ce projet, qui a pris fin en 1999, le CRDI a accordé son soutien aux chercheurs de Palestine; la Fondation Charles R. Bronfman (CRB) en a, quant à elle, financé la composante israélienne.

DES CHERCHEURS LATINO-AMÉRICAINS S'INTÉRESSENT AUX NÉGOCIATIONS SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Quand vient le temps de participer à des négociations sur le commerce international, les pays en développement sont grandement désavantagés. Les pays du Nord recourent aux services de centaines d'analystes qui examinent le commerce régional et mondial sous tous les angles, et leurs représentants se servent de ces analyses aux tables de négociations. Les représentants du Sud, eux, sont moins bien préparés et disposent de beaucoup moins d'outils adaptés aux réalités de leurs pays. Dans l'atmosphère tendue des négociations, ils sont donc moins en mesure de contrer les menaces et de saisir les occasions dont ils pourraient tirer parti.

Le Réseau latino-américain sur le commerce (RLC), créé en 1998 avec le soutien du CRDI, réunit des chercheurs et des chargés de politiques capables d'étudier les questions relatives au commerce d'un point de vue latino-américain. Qu'il s'agisse de normes du travail, d'environnement ou de concurrence, ce groupe analyse les questions importantes à l'ordre du jour des pays de la région ou de l'Organisation mondiale du commerce. Plusieurs gouvernements latino-américains ont tenu compte des analyses du RLC dans l'élaboration de leurs politiques, et les négociateurs s'en sont également servi. En fait, les chercheurs de ce réseau sont parvenus à déterminer des questions d'intérêt commun et à faire ressortir les possibilités de coalitions. Le réseau a également aidé à élargir le débat sur les questions touchant le commerce en Amérique latine. Diana Tussie, chargée de projet et agrégée supérieure de recherche à la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO), en Argentine, affirme : « Le RLC nous donne l'occasion de débattre directement de questions dont les diplomates estiment qu'elles ne sont pas de leur ressort. Il existe désormais un réseau de gens qui estiment pouvoir s'entendre et faire avancer les choses, sur le terrain, avec le soutien de leurs collègues. »

Le RLC bénéficie de l'appui d'autres organismes, notamment la Banque interaméricaine de développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Instituto para la Integración de America Latina y el Caribe, l'Institut international du développement durable et la Fondation Ford.





EMPÊCHER LA DÉGRADATION DES PLUS HAUTES MONTAGNES DU MONDE

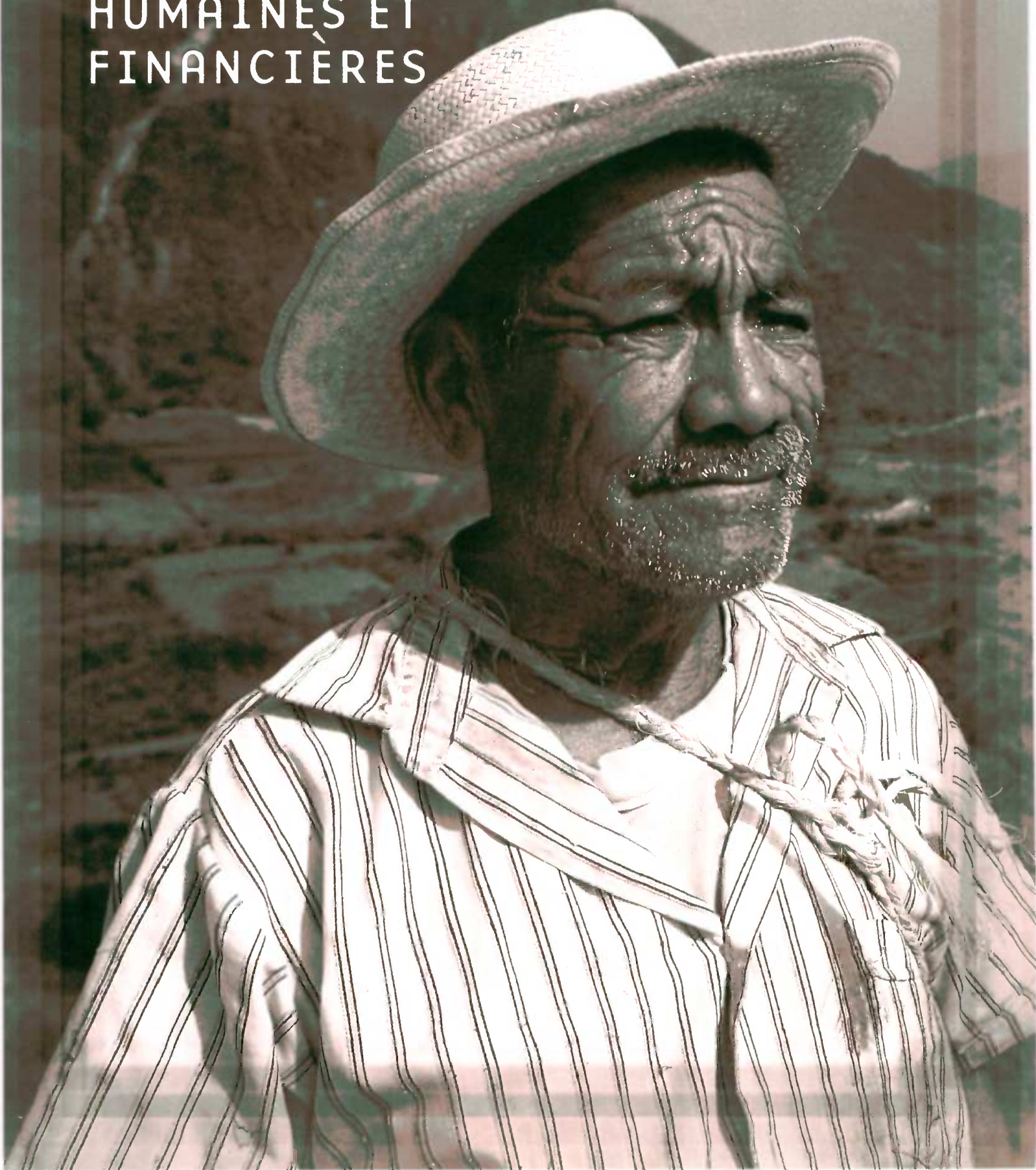
L'Himalaya et son prolongement, l'Hindu Kuch — la plus haute région montagneuse du monde — s'étendent sur 3 500 km de long et huit pays, de l'Afghanistan à l'ouest jusqu'au Myanmar à l'est. Ces montagnes ont des effets déterminants sur la vie des 140 millions de personnes qui y vivent et sur celle des 420 millions d'autres qui habitent plus bas, dans les plaines et les bassins fluviaux. Or, l'épuisement rapide des ressources naturelles — sol, eau, forêts, pâturages et biodiversité — risque d'être catastrophique pour ces populations.

37

En raison de l'interdépendance des éléments de ce système (on sait, par exemple, que la construction d'un barrage dans un pays modifie l'approvisionnement en eau dans un autre pays), l'adoption d'une approche fragmentaire des problèmes ne permet de traiter que les symptômes et non les causes. Pour mettre au point une approche intégrée qui favorise une gestion durable des montagnes — sans perdre

de vue les réalités microsociologiques, c'est-à-dire la situation des habitants de la région —, le CRDI a réuni des chercheurs de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et du Népal. Ceux-ci ont porté leurs travaux sur l'étude des petits et moyens bassins hydrographiques. Ils ont d'abord recueilli des données de base et mis en place des mécanismes permettant de suivre de près la dynamique entre l'activité humaine et l'environnement. Déjà, ils ont pu constituer la plus vaste base de données hydrométéorologiques de la région. Ces données ont été utilisées pour de nombreux projets de développement communautaire visant notamment à réhabiliter les terres dégradées, à limiter l'érosion des sols et à faire face aux pénuries d'eau potable et d'eau d'irrigation. Les recherches ont également influé sur les politiques nationales. Ce projet, qui se terminera en 2001, reçoit aussi le soutien de la Direction du développement et de la coopération de la Suisse.

LES RESSOURCES
HUMAINES ET
FINANCIÈRES



LA GOUVERNANCE

UN TOUR D'HORIZON

Les architectes du CRDI ont créé un organisme unique en son genre, institué et parrainé par le Parlement du Canada mais dirigé par un Conseil des gouverneurs d'envergure internationale. La *Loi sur le CRDI* exige que, des 21 gouverneurs, seuls le président, le vice-président et neuf autres membres soient des citoyens canadiens. La tradition veut que les dix autres gouverneurs viennent des régions en développement et de pays membres de l'OCDE. Cette dimension internationale confère au CRDI son caractère distinctif et contribue à son efficacité. Le regretté A.F. Wynne Plumptre, associé à la création et aux premières années du CRDI, écrivait en 1975 que la composition internationale du Conseil avait « grandement facilité l'établissement du climat de confiance qui doit régner entre le Centre, les organismes de recherche et les gouvernements avec lesquels il doit faire affaire ».

La valeur de cette approche est reconnue ailleurs. À titre d'exemple, la loi constituant le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (aujourd'hui Droits et Démocratie) prévoit elle aussi que des non-Canadiens siègent à son conseil.

39

Le Conseil des gouverneurs du CRDI tient trois réunions par année. Le Conseil a trois comités permanents : le Comité des finances et de la vérification (dont les membres se réunissent par téléconférence quatre fois par année), le Comité des ressources humaines et le bureau du Conseil (les membres de ces deux comités se réunissent aussi par téléconférence, trois fois par année).

Les membres du Conseil se rendent sur les lieux de projets au moins une fois au cours de leur mandat afin de se familiariser avec les travaux du CRDI sur le terrain.

LES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL

Le Conseil des gouverneurs est au faite de la structure organisationnelle du Centre. C'est lui qui en assure la direction stratégique, sanctionne l'orientation générale des activités et approuve les grandes politiques en matière de finances, d'administration et de ressources humaines. Il lui incombe aussi d'approuver chaque année le programme des travaux et le budget. Le Conseil doit en outre rendre compte des activités courantes du Centre. Afin de l'aider à s'acquitter de cette responsabilité, le personnel et la haute direction du CRDI présentent au Conseil des rapports ponctuels sur leurs activités. Grâce à ces rapports et à son régime de vérification, le Centre peut mieux assurer la réalisation des objectifs institutionnels ainsi que la protection et la bonne gestion de ses ressources et de ses biens. Les décisions du Conseil sont prises par consensus.

Le régime annuel de vérification comprend des vérifications internes et externes. Le Conseil a approuvé une résolution invitant le vérificateur général à effectuer un examen spécial des systèmes et des pratiques du Centre. Ce type d'examen est exécuté tous les cinq ans environ.

En 2000-2001, le Conseil des gouverneurs a été saisi des recommandations du Groupe de travail sur l'examen opérationnel (GTEO), qui avaient reçu l'aval du Comité de la haute

direction et du Comité des finances et de la vérification. En mars 2000, la présidente du Centre avait demandé au GTEO d'examiner comment le Centre pourrait réduire ses coûts d'exploitation et de soutien. C'est ainsi que les gouverneurs ont approuvé la fermeture du Bureau régional de l'Afrique australe et analysé la restructuration du Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes, de la bibliothèque et des Éditions du CRDI. De plus, parallèlement aux travaux du GTEO, les gouverneurs ont approuvé l'accession de l'Initiative micronutriments à un statut autonome et la transformation d'une activité interne, Acacia — Collectivités et société de l'information en Afrique, en une initiative de programme.

IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES

Le Comité des finances et de la vérification veille à déterminer les principaux risques liés à l'exploitation du Centre et s'assure qu'ils sont convenablement gérés. Toutefois, ces risques ne sont pas tous d'ordre financier; la recherche aussi en comporte. Elle peut parfois ne pas donner les résultats escomptés. Il arrive également que les résultats obtenus soient satisfaisants, mais que les utilisateurs éventuels n'en tiennent pas compte. Le Conseil gère ces risques par une planification rigoureuse et une surveillance constante. Comme le Plan quinquennal établit les orientations à suivre et que les autocontrôles sont bien rodés, les membres du Conseil peuvent systématiquement évaluer les programmes et déterminer les risques.

LES RELATIONS AVEC LA DIRECTION

Si le Conseil assure la direction stratégique, c'est le Comité de la haute direction qui seconde la présidente dans la gestion au jour le jour du Centre. Le comité se réunit deux fois par mois ainsi qu'à la demande de la présidente. À chaque réunion du Conseil, la présidente remet aux gouverneurs un rapport sur les activités du Centre et, une fois l'an, elle leur présente le rapport annuel qui porte sur les réalisations des douze derniers mois et sur les objectifs que le CRDI se fixe pour l'avenir.

L'INDÉPENDANCE DU CONSEIL

Le Conseil a mis en place certaines structures et procédures qui lui permettent de fonctionner indépendamment de la direction du Centre. Le rôle de la présidente du CRDI, qui est aussi directrice générale, et celui du président du Conseil sont distincts; ce dernier gère les affaires du Conseil tandis que la présidente du Centre se charge de la gestion du CRDI. Les titulaires de ces deux postes sont nommés par le gouverneur en conseil.

Le Conseil des gouverneurs a adopté une politique rigoureuse en matière de conflits d'intérêts afin d'assurer la plus stricte intégrité de ses membres et de l'ensemble du personnel du Centre.

Hommage au professeur Vulimiri Ramalingaswami

Le professeur Vulimiri Ramalingaswami — éducateur respecté, scientifique renommé et membre fort apprécié du Conseil des gouverneurs du CRDI — est décédé le 28 mai 2001 à l'âge de 80 ans.

Professeur de pathologie au All India Institute of Medical Sciences depuis 1957, le professeur Ramalingaswami était le chercheur scientifique le plus connu de l'Inde dans le domaine de la médecine. En reconnaissance de son importante contribution à la recherche médicale, il a été honoré du titre de professeur éminent en 1995 par le gouvernement central. Son apport a été considérable, surtout en ce qui concerne la recherche sur la malnutrition protéino-calorique, sur la carence en iode et sur les maladies du foie dans les tropiques. Il a porté un grand intérêt à la conception de modèles d'éducation médicale adaptés aux pays en développement. Ces dernières années, il se vouait à l'étude des infections résurgentes en Inde et travaillait à l'élaboration d'un système national de surveillance des maladies infectieuses.

Le professeur Ramalingaswami était également président du Comité consultatif national de l'Initiative micronutriments (Inde). Devenu membre du Conseil des gouverneurs du CRDI en 1994, il y avait été nommé pour un nouveau mandat en 1998 et faisait partie du bureau du Conseil.

41

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS 2000–2001

Gordon S. Smith, président du Conseil des gouverneurs, Victoria, Canada
Directeur du Centre for Global Studies à l'Université de Victoria et ancien sous-ministre des Affaires étrangères

Margaret Catley-Carlson, New York, États-Unis
Vice-présidente du Conseil
Consultante et ancienne présidente du Conseil de la population à New York

Maureen O'Neil, présidente du CRDI, Ottawa, Canada
Ancienne présidente du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique et ancienne présidente de l'Institut Nord-Sud

Mervat Badawi, Safat, Koweït
Directrice du Département technique du Fonds arabe pour le développement économique et social

Marie Battiste, Saskatoon, Canada
Professeure au sein du programme d'études indiennes et du Nord de l'Université de la Saskatchewan et directrice générale de l'Apamuek Institute à Eskasoni, en Nouvelle-Écosse

Lalla Ben Barka, Addis Abeba, Éthiopie *
Directrice générale adjointe de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

Herb Breau, Ottawa, Canada **
Homme d'affaires et ancien député fédéral

Beryl Gaffney, Ottawa, Canada
Ancienne députée fédérale et ancienne conseillère de la municipalité de Nepean et de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton

Jacques Gérin, Montréal, Canada

Consultant, Hatch et Associés Inc., président du conseil d'administration de l'Institut international du développement durable et président de la Commission sur l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada

Octavio Gómez-Dantés, Mexico, Mexique

Directeur de l'évaluation du rendement, ministère de la Santé du Mexique

Len Good, Ottawa, Canada

Président de l'Agence canadienne de développement international, ancien sous-ministre d'Environnement Canada et ancien Administrateur nommé par le Canada à la Banque mondiale

Don Martin, Chicago, États-Unis ***

Directeur, Politiques et conservation des écosystèmes, Programme sur la sécurité mondiale et la durabilité, Fondation John D. et Catherine T. MacArthur

Sir Alister McIntyre, Kingston, Jamaïque

Conseiller technique en chef auprès du Mécanisme régional de négociation de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et ancien recteur de l'University of the West Indies

Tom McKay, Kitchener, Canada

Comptable en management accrédité, consultant et ancien directeur général des affaires municipales de la Ville de Kitchener

Norah Olembo, Nairobi, Kenya *

Directrice, Kenya Industrial Property Office

Jean-Guy Paquet, Sainte-Foy, Canada

Président et chef de la direction, Institut national d'optique, et ancien président de La Laurentienne Vie

Vulimiri Ramalingaswami, New Delhi, Inde

Professeur éminent, Département de pathologie, All India Institute of Medical Sciences, médecin et chercheur spécialisé en recherche médicale

Francisco Sagasti, Lima, Pérou

Président du FORO Nacional/Internacional et ancien chef de la planification stratégique à la Banque mondiale

Rodger Schwass, Tara, Canada

Professeur émérite et chercheur, Faculté des études de l'environnement, Université York

Paulynn Sicam, Makati City, Philippines

Rédactrice de *Cyberdyaryo* au Pan Philippines News and Information Network, et directrice du Bureau de la paix et des droits de la personne de la Fondation Benigno Aquino

Olav Slaymaker, Vancouver, Canada

Directeur des études du Liu Centre for the Study of Global Issues et professeur de géographie à l'Université de la Colombie-Britannique

Linda Sheppard Whalen, St. John's, Canada *

Directrice générale du Centre for Long-term Environmental Action in Newfoundland

* Nommée en 2000

** Mandat expiré en juin 2000

*** Mandat renouvelé en août 2000

LE COMITÉ DE LA HAUTE DIRECTION 2000-2001

Maureen O'Neil, présidente du Centre

Ancienne présidente du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique et ancienne présidente de l'Institut Nord-Sud

Claude Briand, directeur par intérim du Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale (depuis novembre 2000)

Comptable agréé et contrôleur régional, Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale

Johanne Charbonneau, vice-présidente, Ressources, et directrice des finances

Comptable générale licenciée et ancienne vice-présidente, Finances, et directrice des finances à la Société d'assurance-dépôts du Canada

Peter Cooper, directeur du domaine de programme Environnement et gestion des ressources naturelles*

Spécialiste de l'étude des sols et ancien chef du programme d'évaluation et de diffusion de systèmes du Centre international pour la recherche en agroforesterie au Kenya

43

Roger Finan, directeur du Bureau régional de l'Asie du Sud

Comptable en management et ancien directeur de la Vérification interne au CRDI

Richard Fuchs, directeur du domaine de programme Technologies de l'information et de la communication au service du développement**

Sociologue, ancien président de Futureworks Inc. et ancien commissaire de la Commission de relance économique de Terre-Neuve

John Hardie, chef de cabinet et directeur, Politiques et planification

Économiste agricole et ancien économiste à Agriculture Canada

Judith Lockett, directrice des Ressources humaines

Spécialiste des ressources humaines et ancienne directrice générale de la Direction de la planification de la gestion et des opérations à Santé Canada

Rohinton Medhora, directeur du domaine de programme Équité sociale et économique

Économiste et ancien chef d'équipe de l'initiative de programme Commerce, emploi et compétitivité au CRDI

Stephen McGurk, directeur du Bureau régional de l'Asie du Sud-Est et de l'Est

Économiste du développement et ancien administrateur du programme de sécurité économique de la Fondation Ford

Luis Navarro, directeur par intérim du Bureau régional de l'Afrique orientale et australe (depuis février 2001)

Économiste agricole et chef d'équipe de l'initiative de programme Eau, terre et vie, CRDI

Caroline Pestieau, vice-présidente, Programmes

Économiste et ancienne vice-présidente du Conseil économique du Canada

Eglal Rached, directrice du Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Spécialiste en agriculture et en ressources renouvelables et ancienne scientifique en chef, Sécurité alimentaire, au CRDI

Evo Rothgeber, directrice du Bureau régional de l'Afrique orientale et australe ***
Spécialiste en éducation comparée et ancienne coordonnatrice de la section Genre et développement au CRDI

Robert Robertson, conseiller juridique
Avocat, membre du Barreau du Haut-Canada et ancien président de la section canadienne d'Amnistie internationale

Carlos Seré, directeur du Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes
Économiste agricole et ancien administrateur de programmes, Environnement et ressources naturelles, au CRDI

Sibry Tapsoba, directeur du Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale****
Spécialiste en éducation comparée et ancien spécialiste de programmes principal, CRDI

Marc Van Ameringen, directeur du Bureau régional de l'Afrique australe
Politologue et ancien coordonnateur du Programme du CRDI concernant l'Afrique du Sud

* Nommé en septembre 2000

** Nommé en janvier 2000

*** A démissionné en novembre 2000

**** A démissionné en octobre 2000

COORDONNÉES DU CRDI

Sur l'Internet

www.crdi.ca	Site Web du CRDI
idrinfo@idrc.ca	Catalogues et banques de données de la bibliothèque
info@idrc.ca	Renseignements généraux
reference@idrc.ca	Service de référence à la bibliothèque
pub@idrc.ca	Renseignements sur les publications du CRDI
mag@idrc.ca	Correspondance adressée à la rédaction du magazine électronique <i>Explore</i>

Siège social

BP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9
Adresse municipale : 250, rue Albert, 5^e étage, Ottawa (Ontario), Canada K1P 6M1

Tél. : (+1.613) 236.6163
 Téléc. : (+1.613) 238.7230
 Courriel : info@idrc.ca
 Web : www.crdi.ca

45

Asie

Bureau régional de l'Asie du Sud-Est et de l'Est

Tanglin PO Box101, Singapour 912404
 République de Singapour
Adresse municipale : 30 Orange Grove Road, 7^e étage
 RELC Building, Singapour 258352
 République de Singapour

Tél. : (+65) 235.13.44, 235.15.76, 235.18.65
 Téléc. : (+65) 235.18.49
 Courriel : asro@idrc.org.sg
 Web : www.idrc.org.sg/index_f.html

Bureau régional de l'Asie du Sud

208 Jor Bagh, New Delhi 110 003, Inde

Tél. : (+ 91.11) 461.941.11/12/13
 Téléc. : (+ 91.11) 462.2707
 Courriel : saro@idrc.org.in
 Web : www.crdi.ca/saro/index_f.html

Amérique latine et Caraïbes

Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes

Casilla de Correos 6379, Montevideo, Uruguay
Adresse municipale : Plaza Cagancha 1335, Piso 9
 111000 Montevideo, Uruguay

Tél. : (+598.2) 902.20.31 à 34, 902-20.37 à 43
 Téléc. : (+598.2) 902.02.23
 Courriel : lacroinf@idrc.org.uy
 Web : www.crdi.ca/lacro

Afrique

Bureau régional de l'Afrique orientale et australe

PO Box 62084, Nairobi, Kenya
Adresse municipale : Liaison House, 2nd and 3rd floors
 State House Avenue, Nairobi, Kenya
 (N.B. Tout courrier doit être adressé à la directrice régionale)

Tél. : (+254.2) 7131.60/61, 7132.73/74, 7135.78/79, 7136.90/91, 7136.99
 Téléc. : (+254.2) 7110.63
 Courriel : chunja@idrc.or.ke
 Web : www.crdi.ca/earo/index_f.html

Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

CP 14 Orman, Giza, Le Caire, Égypte
Adresse municipale : 3 Amman Square, 5^e étage,
 Dokki, Le Caire, Égypte

Tél. : (+ 20.2) 336.70.51/52/53/54/57
 Téléc. : (+ 20.2) 336.70.56
 Courriel : skamel@idrc.org.eg
 Web : www.crdi.ca/cairo/index_f.html

Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale

BP 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal
Adresse municipale : Avenue Cheikh Anta Diop,
 Angle Boulevard de l'Est, Dakar, Sénégal

Tél. : (+ 221) 864.00.00
 Téléc. : (+ 221) 825.32.55
 Courriel : mdrame@idrc.org.sn
 Web : www.crdi.ca/braco/index_f.html



RAPPORT FINANCIER

LE BILAN FINANCIER

46

Les revenus du Centre en 2000-2001 ont totalisé 135,3 millions \$ et ses dépenses, également 135,3 millions \$, compte non tenu des coûts ponctuels de 1,7 million liés à la restructuration, et il en résulte un excédent d'exploitation minimale de 38 000 \$. Une fois les coûts de restructuration pris en considération, le Centre clôture l'exercice avec un déficit d'exploitation de 1,6 million \$, ce qui réduit l'avoir d'ouverture de 1,8 million à 0,2 million \$. Dans le plan d'exploitation 2001-2002, la direction a pris des mesures afin de ramener l'avoir à 4 millions \$.

En vertu de la structure de coûts du Centre, qui établit une distinction entre les **programmes de recherche pour le développement**, le **soutien de la recherche pour le développement** et les **services administratifs**, les ratios de dépenses s'établissaient à 70/15/15, alors qu'ils étaient de 71/14/15 l'an dernier.

À sa réunion de mars 2000, le Conseil des gouverneurs s'est dit inquiet de la situation financière du Centre et de sa capacité de conserver un niveau sain de dépenses de programme à l'avenir, une inquiétude que la direction partage. Pour remédier à cela, la présidente du Centre a mis sur pied un groupe de travail chargé de procéder à un examen opérationnel, afin d'en arriver à un équilibre acceptable entre les dépenses de programme et les dépenses d'exploitation, ainsi qu'à un avoir raisonnable. L'exercice 2000-2001 a été une année de transition pour le Centre, qui a dû remanier ses opérations pour mettre en œuvre le nouveau Plan quinquennal 2000-2005. On a incité le groupe de travail à examiner et lancer des initiatives de restructuration stratégique qui ne mettraient pas en péril la mission du CRDI. L'examen avait pour objectif de trouver des économies d'environ 4 millions \$ sur les trois prochaines années, dont 1,6 million proviendraient de la restructuration de la présence régionale du Centre.

Parmi les mesures de restructuration proposées, que le Conseil a par la suite approuvées, mentionnons la concentration des activités du Centre en Afrique orientale et australe au bureau régional de Nairobi, au Kenya. Cette décision entraînera la fermeture du Bureau régional de l'Afrique australe à Johannesburg, en Afrique du Sud, en septembre 2001. Le Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes a également fait l'objet d'un remaniement. Sur le plan de la programmation, le bureau de Montevideo se concentrera désormais sur le Cône Sud et les régions andines, tandis que l'administration des programmes en Amérique centrale et dans les Caraïbes sera confiée en grande partie au personnel en poste à Ottawa. Les autres mesures prises comprennent des changements

aux modalités de prestation du domaine de programme Technologies de l'information et de la communication au service du développement, la réduction de la taille de la bibliothèque et la réorganisation de ses activités, la cession des activités relatives à un logiciel d'exploitation semi-commercial, ainsi que l'accession de deux secrétariats internationaux et d'un grand projet institutionnel à un statut autonome. Ces mesures devraient donner lieu à des économies nettes d'environ 2,6 millions \$ une fois intégralement mises en œuvre. L'examen opérationnel se poursuivra en 2001-2002 afin de trouver des manières de réaliser les autres économies nécessaires.

Parallèlement à l'examen opérationnel, la présidente du Centre s'efforce de faire augmenter le crédit parlementaire du CRDI, qui constitue sa principale source de revenu. Tout au long de l'année, un petit groupe a travaillé en étroite collaboration avec des représentants de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) dans le but d'obtenir une hausse de l'aide publique au développement (APD). Entre-temps, l'ACDI, qui gère l'enveloppe de l'APD du Canada, a facilité l'acceptation de la demande du Conseil des gouverneurs du CRDI, qui souhaitait que le niveau de référence du crédit annuel du Centre soit augmenté d'environ 4,5 millions \$ en 2001-2002.

47

Les affectations de programme

Tableau 1. Affectations de programme (millions \$) en 2000-2001 et 1999-2000

	2000-2001			1999-2000	Écart entre les réalisations
	Budget révisé	Réalisations	Écart	Réalisations	
Affectations totales	104 088	101 938	(2 150)	104 000	-2,0 %
Programmes de recherche pour le développement					
Programmes du Centre	44 088	43 565	(523)	46 860	-7,0 %
Activités liées à l'augmentation des revenus	60 000	58 373	(1 627)	57 140	2,2 %

On entend par affectations les fonds expressément mis de côté pour les activités des programmes de recherche pour le développement. Pour l'exercice clos le 31 mars 2001, les affectations de programme totales se sont élevées à 101,9 millions \$ (tableau 1). Les affectations destinées aux programmes du Centre ont atteint 99 p. 100 du budget prévu alors que l'objectif fixé pour les activités liées à l'augmentation des revenus a été atteint à 97 p. 100. Le budget d'affectations du Centre en 2000-2001 avait été établi à un niveau inférieur à celui de l'année précédente.

Les engagements en cours

Au 31 mars 2001, le Centre avait des engagements pouvant atteindre 110 millions \$ (comparativement à 128,6 millions \$ au 31 mars 2000) pour les quatre prochaines années à l'égard de quelque 900 projets en cours. Toutefois, le Centre n'est tenu d'honorer ces engagements que si le Parlement ou les donateurs externes lui octroient des fonds et que si les bénéficiaires respectent les conditions des protocoles d'accord. En conséquence, aucun passif n'est constaté dans les états financiers. Les engagements en cours se répartissent comme suit : 61,4 millions \$ sont destinés à des projets financés au moyen du crédit parlementaire, 45,1 millions \$ à des projets financés par d'autres donateurs, dont l'ACDI, et 3,5 millions \$, provenant d'un crédit parlementaire supplémentaire octroyé, durant l'exercice 1993-1994, au Projet d'interventions essentielles en santé en Tanzanie (PIEST).

Les revenus

Tableau 2. Revenus (millions \$) en 2000-2001 et 1999-2000

	2000-2001			1999-2000	Écart entre les réalisations
	Budget	Réalisations	Écart	Réalisations	
Revenu global	146 905	135 308	(11 597)	137 106	-1,3 %
Crédits parlementaires	92 291	91 242	(1 049)	90 250	1,1 %
Activités liées à l'augmentation des revenus	50 488	39 796	(10 692)	43 313	-8,1 %
Recouvrement des coûts d'administration, revenus de placement et autres revenus	4 126	4 270	144	3 543	20,5 %

Les revenus de l'exercice se sont élevés à 135,3 millions \$, soit 11,6 millions \$ de moins que prévu (tableau 2). La majeure partie de cet écart est attribuable aux revenus moindres constatés au titre des activités liées à l'augmentation des revenus.

48

Le **crédit parlementaire** demeure la principale source de revenu du CRDI. En 2000-2001, il représentait 67 p. 100 environ de son revenu global. Le crédit parlementaire du CRDI provient d'une affectation de l'enveloppe de l'APD du Canada, dont le Centre reçoit approximativement 4 p. 100. Le montant reçu a en fait été plus élevé que prévu en raison de rajustements effectués en cours d'exercice par le Conseil du Trésor en ce qui a trait à la rémunération. La portion du crédit parlementaire utilisée pour financer l'acquisition de biens immobilisés est reportée et amortie de la même manière et sur la même période que les immobilisations en question. Le solde est constaté à titre de revenu dans l'exercice pour lequel il est approuvé. Cette année, les montants affectés à l'acquisition de biens immobilisés se sont chiffrés à 1,2 million \$, ce qui est légèrement inférieur au montant prévu au budget (1,4 million \$) et a influé de façon positive sur le revenu total constaté au titre du crédit parlementaire. L'amortissement des fonds reçus pour l'acquisition d'immobilisations et qui sont reportés a été de 2,2 millions \$, conformément au budget. Les revenus provenant du crédit parlementaire supplémentaire (PIEST) ont atteint 1,7 million \$ pour l'exercice, ce qui est inférieur de 1,9 million \$ au montant prévu au budget en raison d'une diminution des activités de ce projet.

Les fonds provenant des activités liées à l'augmentation des revenus ont trait aux recherches menées ou administrées par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les revenus à ce titre ont atteint 39,8 millions \$, en baisse de 10,7 millions \$ sur les prévisions budgétaires, surtout en raison de retards survenus dans l'engagement de fonds pour de nouveaux projets. Ces revenus comprennent une somme de 30,1 millions \$ provenant de l'ACDI et destinée à des partenariats.

Le Centre recouvre une partie de ses coûts d'administration en exigeant des frais pour la gestion des activités liées à l'**augmentation des revenus**. Les revenus tirés du recouvrement des coûts d'administration ont atteint 1,8 million \$ pour l'exercice, soit 0,1 million \$ de plus que le montant prévu au budget. Les revenus de placement ont été de 1,2 million \$, en hausse de 0,2 million \$ sur les prévisions budgétaires, en raison des rendements plus élevés des placements et d'un portefeuille plus important. Enfin, les autres revenus, tirés de la sous-location de locaux à bureaux, des installations de conférence et de réception, de la vente de publications et de diverses autres sources, ont totalisé 1,2 million \$, ce qui est inférieur d'environ 0,2 million \$ à ce qui était prévu, écart attribuable à une perte nette de change sur l'évaluation des éléments d'actif monétaires en fin d'exercice.

Les dépenses

Tableau 3. Dépenses (millions \$) en 2000–2001 et 1999–2000

	2000–2001			1999–2000	Écart entre les réalisations
	Budget	Réalisations	Écart	Réalisations	
Total des dépenses	146 451	136 961	(9 490)	139 738	–1,5 %
Programmes de recherche pour le développement	103 106	95 430	(7 676)	98 397	–3,1 %
Soutien de la recherche pour le développement	22 016	20 111	(1 905)	20 294	–0,9 %
Services administratifs	21 329	19 729	(1 600)	21 047	–3,1 %
Coûts liés à la restructuration	0	1 691	(1 691)	0	100,0 %

En 2000–2001, les dépenses se sont élevées à 135,3 millions \$, compte non tenu des coûts de 1,7 million \$ liés à la restructuration. Ce montant est inférieur de 11,1 millions \$ au budget prévu, ce qui, comme pour les revenus, s'explique en grande partie par les dépenses moins élevées au chapitre des activités liées à l'augmentation des revenus.

Les dépenses relatives aux **programmes de recherche pour le développement** correspondent aux coûts directs (surtout sous forme de subventions et de contributions) des projets de recherche scientifique et technique qui sont soit financés, soit administrés par le CRDI. Il s'agit aussi bien des programmes du Centre que des activités liées à l'augmentation des revenus. En 2000–2001, les dépenses afférentes aux programmes du Centre ont atteint 55,6 millions \$ et ont dépassé les prévisions budgétaires de 3 millions \$, en raison du rythme plus rapide que prévu des décaissements. Les dépenses afférentes aux activités liées à l'augmentation des revenus ont totalisé 39,8 millions \$, soit 10,7 millions \$ de moins que ne le prévoyait le budget, en raison des retards dans l'engagement de fonds pour de nouveaux projets comme cela a été expliqué plus haut, qui ont donné lieu à des dépenses nettes moins élevées.

Le **soutien de la recherche pour le développement** regroupe les coûts liés aux activités à forte concentration de savoir qui viennent appuyer les programmes de recherche pour le développement. Ces activités comprennent le soutien technique, les éléments qui complètent les programmes et la gestion des programmes. Les dépenses relatives au soutien de la recherche pour le développement se sont élevées à 20,1 millions \$ et des économies de 1,9 million \$ ont été réalisées par rapport aux prévisions. Ces économies sont surtout attribuables aux postes vacants, aux frais de communication moins élevés et à divers autres éléments.

Sous les **services administratifs** sont regroupées les diverses fonctions d'orientation, de direction, d'administration et de services qui appuient le fonctionnement du Centre dans son ensemble et l'aident à assumer ses responsabilités organisationnelles, dont l'administration de sept bureaux régionaux. Les dépenses à ce chapitre ont été de 19,7 millions \$ et il y a eu des économies de 1,6 million \$. Là encore, ces économies sont attribuables aux postes vacants, aux frais de communication moins élevés et à divers autres éléments.

ÉTATS FINANCIERS

RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ÉTATS FINANCIERS

La direction assume la responsabilité des états financiers exposés dans le présent rapport annuel, lesquels ont été examinés et approuvés par le Conseil des gouverneurs du Centre. Ces états financiers, qui comprennent des chiffres que la direction a appréciés en se fondant sur son expérience et son jugement, ont été correctement préparés dans les limites matérielles acceptables et sont conformes aux principes comptables généralement reconnus. La direction assume aussi la responsabilité de toute l'information présentée dans le rapport annuel, cette information étant conforme à celle qui figure dans les états financiers.

La direction s'appuie sur des méthodes et des systèmes de contrôle financier qui garantissent, d'une manière raisonnable, la fiabilité des données financières, la protection des biens et l'efficacité des activités, le tout conformément à la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* et aux règlements administratifs du Centre. Les Services de vérification du CRDI sont chargés de procéder à l'examen périodique des mécanismes de contrôle interne et de veiller à leur application.

C'est au Conseil des gouverneurs qu'il incombe de s'assurer que la direction assume ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôle interne. Il remplit cette fonction, qui comporte entre autres volets l'examen et l'approbation des états financiers, par l'entremise du Comité des finances et de la vérification. Ce comité, formé de gouverneurs, se réunit régulièrement avec la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes.

Le vérificateur général du Canada procède, en toute indépendance, à une vérification des états financiers conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Sa vérification comprend les sondages et autres procédés nécessaires pour lui permettre d'exprimer une opinion sur les états financiers. Le Comité des finances et de la vérification du Conseil des gouverneurs demeure à l'entière disposition des vérificateurs externes.

La présidente du CRDI,



Maureen O'Neil

La vice-présidente, Ressources,



Johanne Charbonneau

le 22 juin 2001



AUDITOR GENERAL OF CANADA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Centre de recherches pour le
développement international
et au ministre des Affaires étrangères

51

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 2001 et les états des résultats et de l'évolution de l'avoir et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour le vérificateur général du Canada

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'R. Flageole'.

Richard Flageole, FCA
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada
le 25 mai 2001

BILAN

au 31 mars 2001
(en milliers de dollars)

	2001	2000
Actif		
À court terme		
Encaisse et placements à court terme (note 3)		
Non affectés	8 212	8 417
Affectés	31 050	24 250
Débiteurs (note 4)	14 322	10 398
Frais payés d'avance	1 404	1 495
	<u>54 988</u>	<u>44 560</u>
Placements à long terme (note 5)	2 983	2 983
Immobilisations (note 6)	5 817	6 761
Dépôts recouvrables	144	152
Fonds de dotation (note 7)	490	522
	<u>64 422</u>	<u>54 978</u>
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	9 453	8 711
Revenus reportés (note 8)	42 094	31 215
	<u>51 547</u>	<u>39 926</u>
Revenus reportés à long terme (note 8)	1 585	1 572
Financement reporté — immobilisations (note 9)	5 817	6 761
Provision pour avantages sociaux futurs	3 343	3 178
Loyer reporté pour le siège social	1 484	1 210
Fonds de dotation (note 7)	490	522
	<u>64 266</u>	<u>53 169</u>
Avoir	156	1 809
	<u>64 422</u>	<u>54 978</u>
Engagements (notes 14 et 15)		
Éventualités (note 17)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil :

La présidente,

La vice-présidente, Ressources,
et directrice des finances,

Naureen O'Neil

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ÉVOLUTION DE L'AVOIR

pour l'exercice clos le 31 mars 2001

(en milliers de dollars)

	2001	2000
Revenus		
Activités liées à l'augmentation des revenus (note 10)	39 796	43 313
Recouvrement des coûts d'administration (note 10)	1 810	1 746
Revenus de placement	1 223	387
Autres revenus	1 237	1 410
	<u>44 066</u>	<u>46 856</u>
Dépenses		
Programmes de recherche pour le développement		
Programmes du Centre	55 634	55 084
Activités liées à l'augmentation des revenus	39 796	43 313
	<u>95 430</u>	<u>98 397</u>
Soutien de la recherche pour le développement		
Soutien technique	9 636	9 224
Éléments qui complètent les programmes	6 269	7 029
Gestion des programmes	4 206	4 041
	<u>20 111</u>	<u>20 294</u>
Services administratifs		
Administration	14 719	15 474
Administration des bureaux régionaux	5 010	5 573
	<u>19 729</u>	<u>21 047</u>
	<u>135 270</u>	<u>139 738</u>
Coût d'exploitation net avant financement gouvernemental	<u>(91 204)</u>	<u>(92 882)</u>
Crédit parlementaire (note 11)	87 342	85 073
Crédit parlementaire supplémentaire (note 12)	1 727	2 923
Amortissement du financement reporté – immobilisations (note 9)	2 173	2 254
	<u>91 242</u>	<u>90 250</u>
Résultats d'exploitation avant les coûts liés à la restructuration	38	(2 632)
Coûts liés à la restructuration (note 13)	<u>1 691</u>	<u>—</u>
Résultats d'exploitation nets	(1 653)	(2 632)
Avoir au début de l'exercice	1 809	4 441
Avoir à la fin de l'exercice	<u>156</u>	<u>1 809</u>

53

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice clos le 31 mars 2001
(en milliers de dollars)

	2001	2000
Flux de trésorerie — activités d'exploitation		
Résultats d'exploitation nets	(1 653)	(2 632)
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement des immobilisations	2 173	2 254
Gain sur cession d'immobilisations	(11)	(40)
Provision pour avantages sociaux futurs	621	430
Amortissement du financement reporté — immobilisations	(2 173)	(2 254)
Amortissement du loyer reporté	274	274
	(769)	(1 968)
Variation nette du fonds de roulement à l'exclusion de l'encaisse et des placements à court terme	7 341	6 036
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	6 572	4 068
Flux de trésorerie — activités de financement		
Augmentation (diminution) des revenus reportés à long terme	13	(2 547)
Financement des immobilisations	1 229	1 946
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	1 242	(601)
Flux de trésorerie — activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(1 218)	(1 905)
Augmentation de l'encaisse affectée	(6 801)	(1 569)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(8 019)	(3 474)
Diminution nette de l'encaisse	(205)	(7)
Encaisse et placements à court terme non affectés au début de l'exercice	8 417	8 424
Encaisse et placements à court terme non affectés à la fin de l'exercice	8 212	8 417

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objets

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Ses activités sont financées principalement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Le Centre est réputé être un organisme de bienfaisance reconnu pour les besoins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

55

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et suivent les principales conventions comptables énoncées ci-après.

a) Financement gouvernemental

La portion du crédit parlementaire qui sert à l'acquisition d'immobilisations est reportée et est amortie selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations connexes. Le solde du crédit parlementaire est comptabilisé dans l'exercice pour lequel il est approuvé.

Les crédits parlementaires reçus aux fins de projets particuliers sont reportés et constatés quand les dépenses connexes sont engagées.

b) Revenus

Les fonds reçus ou à recevoir en vertu de contrats pour des activités liées à l'augmentation des revenus sont inscrits à titre de revenus reportés. Ces derniers sont constatés à titre de revenus dans l'exercice où les dépenses connexes sont engagées. Tous les autres revenus sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Versements de subventions

Tous les versements de subventions sont assujettis à l'attribution des crédits du Parlement. Ils sont enregistrés comme dépenses dans l'exercice où ils deviennent exigibles conformément aux dispositions des accords signés et des politiques de paiement du CRDI. Les remboursements afférents aux versements de subventions effectués antérieurement sont comptabilisés en réduction des dépenses de l'exercice tant que le projet est en cours et dans les autres revenus quand le projet est clos.

d) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à compter de l'exercice suivant l'acquisition, de façon linéaire sur leur durée de vie utile prévue. Pour chaque catégorie d'immobilisations, la durée de vie utile prévue est la suivante :

Matériel informatique	3 ans
Logiciels	3 ou 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Véhicules	3 ans
Réseau téléphonique	5 ans
Améliorations locatives	Durée non écoulée du bail

e) Placements

Les placements à court terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur au marché. Les placements à long terme sont comptabilisés au coût. Quand un placement à long terme subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value.

f) Fonds de dotation

Les fonds de dotation comprennent les sommes reçues sous forme de legs, de cadeau ou de don et sont généralement destinés à des fins précises. Les dépenses connexes sont imputées à la partie appropriée du fonds durant l'exercice où elles sont engagées. Les revenus gagnés sont enregistrés au crédit dans les fonds de dotation.

g) Conversion des devises

Les opérations en devises sont converties en dollars canadiens une fois par semaine selon le taux de change en vigueur la dernière journée de la semaine précédente. Les actifs et passifs monétaires en devises sont rajustés en fonction du taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et les pertes sur change sont inclus dans les résultats de l'exercice sous la rubrique Autres revenus.

h) Provision pour avantages sociaux futurs

Tout employé ayant accumulé plus de cinq années de service a droit à une indemnité de départ calculée à raison d'une semaine de salaire par année de service. Le passif pour cette indemnité est inscrit dans les comptes quand l'avantage est acquis par l'employé.

i) Loyer reporté

Toute période de loyer gratuite et les autres avantages incitatifs liés à des contrats de location à long terme sont reportés et amortis de façon linéaire sur la durée du contrat et comptabilisés en réduction de la dépense

j) Charges de retraite

Les employés du Centre participent au Régime de pensions de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Centre sont tenus de cotiser au régime. Ces cotisations représentent la totalité des obligations contractées par le Centre au titre du régime de pensions de retraite et elles sont comptabilisées sur une base courante. En vertu des mesures législatives en vigueur, le Centre n'est pas tenu de cotiser pour les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique. La charge de retraite de l'exercice est de 2 042 \$ (2000 : 1 136 \$).

3. Encaisse et placements à court terme

	2001	2000
Encaisse	2 131	3 719
Placements à court terme		
Banques à charte canadiennes	19 795	18 963
Sociétés commerciales	15 346	9 971
Banques étrangères	1 990	14
	<u>39 262</u>	<u>32 667</u>

Le Centre est autorisé à investir dans les titres productifs d'intérêts des institutions susmentionnées. Ces fonds sont placés dans des instruments du marché monétaire à court terme qui doivent bénéficier d'une cote équivalente ou supérieure à R-1 (bas) selon l'évaluation d'une agence reconnue de cotation des titres. Les instruments de placement consistent principalement en des acceptations bancaires, des dépôts à échéance fixe et des billets à court terme.

Le rendement moyen du portefeuille du Centre au 31 mars 2001 était de 5,07 p. 100 (2000 : 5,32 p. 100) et la durée moyenne des placements était de 72 jours (2000 : 85 jours). La juste valeur marchande des placements au 31 mars 2001 équivalait approximativement à leur valeur comptable nette.

Certains des comptes bancaires du Centre sont assortis d'une marge de crédit. Au 31 mars 2001, aucune marge de crédit n'était utilisée.

Du montant total de l'encaisse et des placements à court terme, 31 050 \$ (2000 : 24 250 \$) sont affectés à des activités de recherche précises :

	2001	2000
Activités liées à l'augmentation des revenus	27 583	19 055
Interventions en santé — Afrique	3 467	5 195
	<u>31 050</u>	<u>24 250</u>

4. Débiteurs et créditeurs

Les débiteurs et les créditeurs sont enregistrés dans le cours normal des activités. Ils sont payables sur présentation et ne portent pas intérêt. La valeur comptable de ces comptes avoisine la juste valeur en raison de leur échéance brève. Une fraction importante (69 p. 100) des débiteurs est due par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et ne présente aucun risque notable de crédit. Du montant total des débiteurs, 12 629 \$ (2000 : 8 537 \$) se rapportaient à des activités liées à l'augmentation des revenus.

5. Placements à long terme

Ces fonds sont investis dans une obligation du gouvernement du Canada venant à échéance en 2004. Au 31 mars 2001, le rendement moyen de cette obligation était de 6,50 p. 100 (2000 : 6,50 p. 100) et l'échéance moyenne à l'émission était de sept ans. La juste valeur marchande de l'obligation était de 3 135 \$ au 31 mars 2001 (2000 : 3 044 \$).

6. Immobilisations

	Coût		Amortissement cumulé		Valeur comptable nette	
	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Matériel informatique	6 747	6 955	5 605	5 661	1 142	1 294
Améliorations locatives	2 007	1 963	1 116	1 219	891	744
Logiciels	4 480	4 318	1 661	767	2 819	3 551
Mobilier et matériel de bureau	1 867	1 839	1 410	1 378	457	461
Réseau téléphonique	1 386	1 376	1 168	1 086	218	290
Véhicules	1 009	1 000	719	579	290	421
	<u>17 496</u>	<u>17 451</u>	<u>11 679</u>	<u>10 690</u>	<u>5 817</u>	<u>6 761</u>

L'amortissement relatif à l'exercice est de 2 173 \$ (2000 : 2 254 \$).

58

7. Fonds de dotation

De temps à autre, le Centre reçoit des legs et des dons. Le Centre administre ces fonds conformément aux directives reçues des donateurs. Voici le détail des activités pour l'exercice :

	2001	2000
Solde au début de l'exercice	522	354
Nouveaux apports	—	150
Intérêts créditeurs	24	18
Dépenses	(56)	—
Solde en fin d'exercice	<u>490</u>	<u>522</u>

8. Revenus reportés

Les revenus reportés comprennent la portion non dépensée au 31 mars 2001 des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités liées à l'augmentation des revenus, ainsi que la portion non dépensée du crédit parlementaire supplémentaire accordé au mois de mars 1994 (voir note 12). Les soldes sont les suivants :

	2001	2000
À court terme		
Activités liées à l'augmentation des revenus	40 212	27 592
Crédit parlementaire supplémentaire		
Interventions en santé — Afrique	<u>1 882</u>	<u>3 623</u>
	<u>42 094</u>	<u>31 215</u>
À long terme		
Crédit parlementaire supplémentaire		
Interventions en santé — Afrique	<u>1 585</u>	<u>1 572</u>
	<u>43 679</u>	<u>32 787</u>

Du montant reporté relatif aux activités liées à l'augmentation des revenus, une somme de 27 972 \$ (2000 : 20 346 \$) vient de l'ACDI. De ce montant, 18 048 \$ (2000 : 14 063 \$) ont été reçus durant l'exercice et 9 924 \$ (2000 : 6 283 \$) étaient dus par cette dernière à la fin de l'exercice.

9. Financement reporté — immobilisations

	2001	2000
Solde au début de l'exercice	6 761	7 069
Financement des acquisitions d'immobilisations	1 229	1 946
Amortissement	(2 173)	(2 254)
Solde en fin d'exercice	<u>5 817</u>	<u>6 761</u>

10. Activités liées à l'augmentation des revenus

Les activités liées à l'augmentation des revenus désignent plus particulièrement les activités de recherche exécutées ou administrées par le Centre pour le compte d'autres entités. Ces activités de recherche sont financées par l'ACDI et par d'autres organismes, dont certains du gouvernement du Canada. Les revenus constatés se répartissent ainsi entre ces différentes sources :

	2001	2000
ACDI	30 137	31 237
Autres organismes	8 826	11 567
Autres organismes du gouvernement du Canada	833	509
	<u>39 796</u>	<u>43 313</u>

59

Le Centre recouvre les coûts d'administration dans le cadre des activités liées à l'augmentation des revenus. Pour l'exercice, les sommes récupérées s'établissaient à 1 810 \$ (2000 : 1 746 \$), dont 1 062 \$ (2000 : 926 \$) provenaient de l'ACDI.

11. Crédit parlementaire

	2001	2000
Crédit parlementaire voté	88 571	87 019
Report pour les acquisitions d'immobilisations (note 9)	(1 229)	(1 946)
Crédit parlementaire comptabilisé dans l'état des résultats et de l'évolution de l'avoir	<u>87 342</u>	<u>85 073</u>

12. Crédit parlementaire supplémentaire

En mars 1994, le Centre s'est vu accorder un crédit parlementaire supplémentaire de 27 millions \$, affecté au financement de deux projets précis. Durant l'exercice, les revenus constatés s'élevaient à 1,7 million \$ (2000 : 2,9 millions \$).

13. Coûts liés à la restructuration

Au cours des dernières années, les sources de revenus du Centre ont décliné graduellement en raison de l'inflation persistante et de la diminution des crédits parlementaires en dollars absolus. Par conséquent, la direction a implanté un plan de restructuration qui fut approuvé par le Conseil des Gouverneurs en mars 2001. Parmi les principales mesures de restructuration, mentionnons la fermeture du Bureau régional de l'Afrique australe, dont le coût est estimé à 1,1 million \$, la réorganisation du Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes et la consolidation de plusieurs autres activités du Centre. La restructuration devrait être terminée au plus tard le 30 septembre 2001 à un coût total estimatif de

1,7 million \$, dont 0,6 million allant aux indemnités de départ. Le passif associé aux coûts liés à la restructuration est de 1,6 million \$ et est présenté dans les créiteurs et les charges à payer.

14. Engagements en vertu de contrats de location-exploitation

Le Centre a signé des contrats de location pour le logement de son personnel dans différents pays et pour des locaux et du matériel qu'il utilise au Canada et dans les bureaux régionaux. Les contrats de location expirent à des dates différentes et le dernier prend fin en 2009. Les paiements annuels minimaux à verser en vertu des différents contrats de location sont les suivants :

2001-2002	5 152
2002-2003	5 359
2003-2004	5 243
2004-2005	4 969
2005-2009	<u>16 394</u>
	<u>37 117</u>

15. Engagements contractuels — subventions et élaboration de projets

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements totalisant 110,0 millions \$ (2000 : 128,6 millions \$) au cours des quatre prochains exercices, dans la mesure où le Parlement du Canada et les partenaires externes lui octroient des fonds et où les bénéficiaires respectent les conditions des protocoles d'accord. Du total des engagements contractuels, 61,4 millions \$ (2000 : 69,9 millions \$) doivent venir directement du Centre, le solde de 48,6 millions \$ (2000 : 58,7 millions \$) devant provenir de partenaires externes.

16. Opérations entre apparentés

Outre les opérations entre apparentés dont il est fait mention ailleurs dans les présents états financiers, le Centre entretient des liens en matière de propriété commune avec tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Centre fait affaire avec ces derniers dans le cours normal de ses activités.

17. Éventualités

Une réclamation de quelque 0,8 million \$ afférente à un bien loué en Inde est en suspens à la fin de l'exercice. En se fondant sur les avis juridiques reçus, la direction estime qu'il n'est pas possible de déterminer le montant du passif pouvant découler, le cas échéant, de cette poursuite. Le Centre est défendeur dans d'autres procès en instance. La direction considère toutefois comme improbable qu'il en résulte des passifs significatifs.

18. Chiffres correspondants

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés de façon à être conformes à la présentation adoptée en 2001.